

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°186 | 159^e année | CHF 3.00

VOTATIONS FÉDÉRALES

Neutralité à la Blocher, c'est non



Initiative sur la neutralité:
non à 70,2%

Initiative sur l'alimentation:
non à 72,5%

éditorial
PHILIPPE BACH
UN
SCRUTIN
QUI EN
ANNONCE
UN AUTRE
2-3

Un vote sans appel. L'initiative lancée par Pro Suisse et portée par l'UDC a bu la tasse: 29,9% de oui au niveau Suisse. C'est une bonne nouvelle à double titre. Ce résultat s'inscrit dans une perspective de décrue de l'extrême droite qui peine désormais à convaincre, rappelons-nous son échec sur la Suisse à 10 millions. Et c'est une déconvenue personnelle pour Christoph Blocher qui a grand ouvert son escarcelle pour financer la campagne.

De fait, ce texte était dangereux et hypocrite. Il enferme la Suisse dans une neutralité qui rimait allègrement avec complicité, mettant des régimes autoritaires, voire génocidaires si l'on pense à la guerre menée au Proche-Orient par Israël, dans des angles morts de la politique étrangère suisse. Ceci tout en ouvrant les portes à tout vent pour de sinistres commerces d'armement avec ces mêmes régimes.

Au-delà de la bonne nouvelle que constitue ce désaveu populaire, il sera important pour les forces politiques de gauche de construire une alternative aux tentatives de récupération de ce scrutin par le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, et les intérêts qu'il sert si servilement. En termes de politique extérieure, le résultat de ce week-end risque en effet, d'une part, de relancer les milieux militaires les plus favorables à une meilleure intégration à l'Otan. Et, d'autre part, il peut aussi être lu à l'aune du débat sur les Bilatérales III qui s'ouvrira dès

lundi aux Chambres fédérales. En termes de politique intérieure de la Suisse, avec un bloc bourgeois guère ouvert au compromis, le danger est le même. Si le résultat de ce week-end est compris par celui-ci comme un blanc-seing au démantèlement et au dumping social, le risque d'aller dans le mur deviendra réel. Dans le cadre des Bilatérales III parmi les sujets qui fâchent: la protection des délégués-es syndicaux-ales qui peuvent être licencié-es au bon vouloir du patronat s'ils ou elles se montrent trop combatif-ves.

Les semaines qui suivent vont être cruciales à cet égard. Les partis conservateurs vont-ils pousser leur avantage ou jouer la sécurité vu les intérêts en jeu? Pour l'heure, la première hypothèse n'est pas à exclure. La résistance que la gauche semble en mesure de lui opposer relève davantage de la partie congrue. A commencer par l'enjeu du financement de la treizième rente AVS qui risque d'être couvert par un supplément de TVA, impôt antisocial s'il en est.

Le Syndicat des services publics a décidé ce week-end de mener une campagne minoritaire pour le non, contrairement aux autres forces progressistes. Ajoutée au référendum sur l'exportation du matériel de guerre, au-delà du légitime enjeu de justice sociale, c'est aussi une vision plus large de quelle Suisse nous voulons qui se jouera sur ce scrutin fédéral du 29 novembre prochain. I

7 SUISSE

Des milliers de personnes défendent l'**asile** et la migration



Samedi, la manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes à Berne. KEYSTONE

5 VOTATION

Genève devient le premier canton à accepter une **contraception** gratuite.

6 VAUD

La baisse de 12% de l'**impôt** sur le revenu est entérinée par les urnes.

9 ESPAGNE

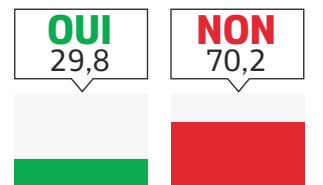
Des Madrilènes **occupent** une place pour alerter sur le droit au logement.



L'initiative sur la neutralité portée par Christoph Blocher convainc moins d'un tiers des Suisses. Une sortie

LE VIEUX LION PERD

NEUTRALITÉ



PHILIPPE CASTELLA

Diplomatie ► Cela devrait être le dernier rugissement politique du vieux lion de l'UDC, Christoph Blocher. A 86 ans, le tribun zurichois a porté l'initiative sur la neutralité à bout de bras, ainsi qu'avec son porte-monnaie. Une sortie de scène qui ressemble à un camouflet, tant le résultat est net (70,2% de non).

Même s'il n'a pas connu que des succès durant sa très longue carrière politique, il a rarement subi un tel revers sur une votation qu'il jugeait cruciale. Son texte sur la neutralité a eu beaucoup de mal à se détacher de l'étiquette d'initiative «Pro-Poutine» que lui ont collée les opposants.

Calfeutré à Herrliberg

Ce dimanche, Christoph Blocher est resté calfeutré chez lui, à Herrliberg (ZH). Il est intervenu en début de soirée sur sa chaîne privée Teleblocher pour qualifier ce refus de «coup contre la sécurité intérieure de la Suisse». A Berne, au stamm des partisans de l'initiative, seule une poignée de sympathisants avaient fait le déplacement autour du président de Pro Suisse Stephan Rietiker, dans une grande salle du casino bien vide. Aucun poids lourd de l'UDC n'était là pour commenter cette défaite prévisible.

«Nous n'avons pas réussi à mobiliser beaucoup au-delà de notre électorat», reconnaît au téléphone Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC. Mais le combat était important aux yeux de la Genevoise: «La neutralité, ça fait partie de notre ADN.»

Cet ADN de l'UDC d'aujourd'hui, c'est Christoph Blocher qui en est le père. Il a profondément réorienté le vieux parti agrarien. «C'est un homme de combat», salue la conseillère nationale. «Pour ma part, je n'oublierai jamais le 6 décembre 1992.» Ce dimanche-là, qualifié de «noir» par le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, a été un succès marquant pour le Zurichois, grand artisan de l'échec en votation populaire de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Un scrutin qui a fait du «Neinsager» un personnage incontournable de la politique suisse jusqu'à aujourd'hui.

Trois défaites de suite

Pour son parti toutefois, la cuvée 2026 n'est peut-être pas la meilleure, avec trois défaites mortifiantes de suite devant le peuple: l'initiative sur la redevance radio-TV en mars (61,9% de non), l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions» en juin (54,8% de non) et ce dimanche sur la neutralité.

«On ne peut pas se réjouir de ces défaites, mais qui dicte l'agenda politique aujourd'hui dans ce pays?» rétorque Céline Amaudruz. Et son collègue de parti Jean-Luc Addor d'ajouter: «Toutes les dernières élections cantonales sont autant de succès pour l'UDC.» Selon l' élu valaisan, «l'UDC met le doigt sur les vrais problèmes. De plus en plus de Suisses le reconnaissent et témoignent de leur confiance à notre égard.»



«Christoph Blocher a sauvé la Suisse en 1992. A nous de le faire à notre tour!»

Céline Amaudruz

Et pour le plus grand parti du pays, la bataille la plus importante est encore à venir. C'est celle qui s'ouvre dès ce lundi au parlement avec le débat sur les Bilatérales III. Pour ce nouveau combat, Christoph Blocher cédera la main à... sa fille, Magdalena Martullo-Blocher, qui devrait piloter la campagne d'opposition à ce nouveau paquet d'accords avec l'UE. Céline Amaudruz le résume par cette formule: «Christoph Blocher a sauvé la Suisse en 1992. A nous de lui rendre la pareille et de sauver la Suisse à notre tour avec cette votation à venir.»

Comparaison «savoureuse»

Pour cette campagne, on devrait retrouver à peu près les mêmes fronts, à savoir l'UDC seule contre tous, ou presque. Dans le camp adverse, on s'y prépare tout aussi fiévreusement. Mais on célèbre d'abord la victoire du jour. Ainsi, la sénatrice Mathilde Crevoisier Crelieu trouve «assez savoureux» de constater que l'UDC fait à peine mieux avec son initiative sur la neutralité que celle sur l'alimentation (72,5% de non).

Aux yeux de la socialiste jurassienne, «ce troisième échec de l'année pour l'UDC, c'est la défaite de la vision de la Suisse que cherche à imposer ce parti, une vision de repli d'une Suisse qui se méfie de tout ce qui est ouverture et multilatéralisme». L'enjeu sera de même nature sur l'Europe, mais avec un résultat bien plus incertain que pour la neutralité.

Pour le PLR vaudois Laurent Wehrli, la clarté du résultat de ce dimanche s'explique par le fait que les Suisses ont lu avec attention le texte de l'initiative: «Ils ont bien compris qu'en votant non, ils ne

disent pas non à la neutralité et que cette initiative allait supprimer la marge de manœuvre nécessaire au regard de la situation du monde aujourd'hui.» En revanche, le libéral-démocrate doute qu'il s'agisse là du dernier combat de Christoph Blocher: «Si sa santé le lui permet, il ne pourra pas s'empêcher d'intervenir dans la campagne sur les accords bilatéraux», prédit-il. Le Vaudois dit avoir toujours eu «un très grand respect» pour le Zurichois, même s'il n'était «pas souvent d'accord avec lui».

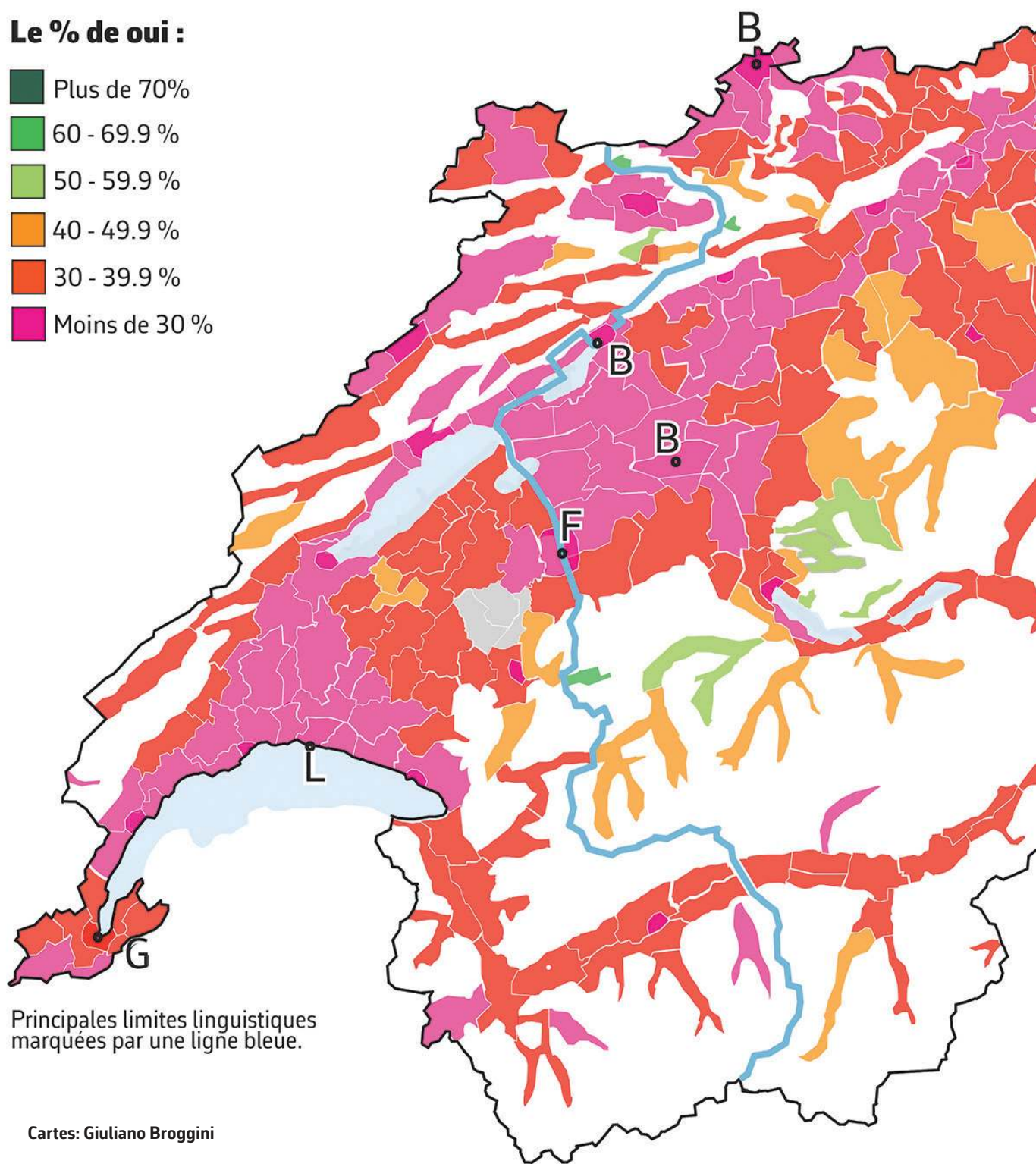
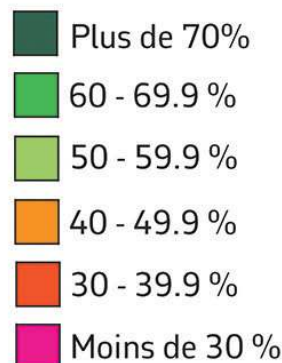
Laurent Wehrli l'égratigne tout de même au passage: «C'est un très rare exemple d'un politicien qui est en même temps milliardaire et met beaucoup d'argent personnel dans des campagnes.» Cela ne suffit pas tous les jours, comme le montre à l'envi le résultat de ce dimanche.

LA LIBERTÉ

Initiative sur la neutralité

Les Préalpes hésitent alors que le Plateau vote massivement «non»

Le % de oui :



UN APRÈS 27 SEPTEMBRE

Entre rapprochement de l'Otan et respect du droit international, le débat sur la neutralité est appelé à continuer.

Le débat sur la neutralité ne se termine pas ce dimanche de votation. Le non massif aura des conséquences sur la politique étrangère suisse. Pour l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, la campagne a eu un aspect clarificateur au sein de la population. «Mener le débat a eu un aspect positif. L'exemple de l'apartheid en Afrique du Sud, où la Confédération n'avait pas pris de sanction, a fait réfléchir. Le résultat de la votation montre que la Suisse ne veut pas devenir

une aire de contournement des sanctions. C'est un non au business de Blocher», réagit-elle.

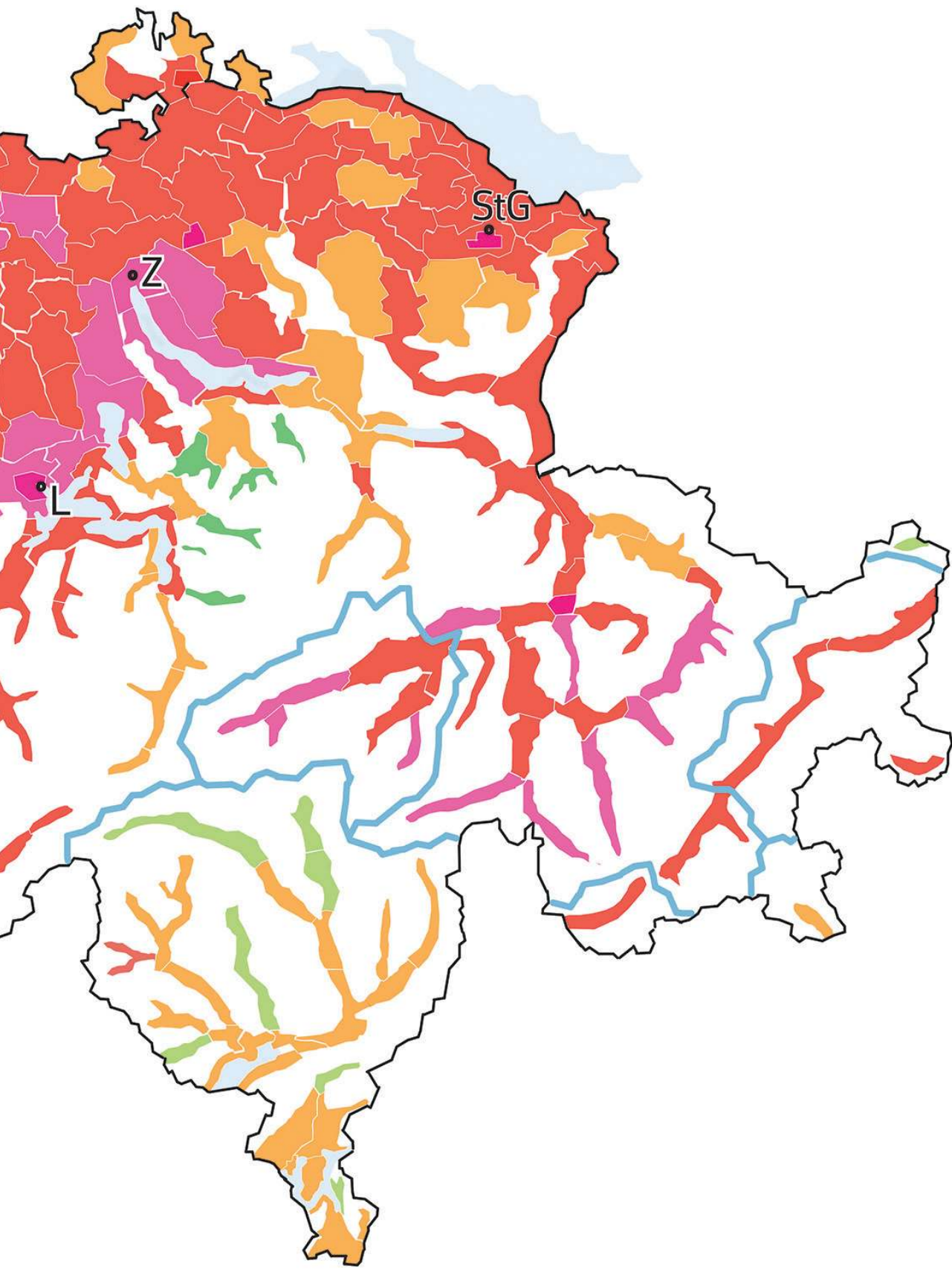
Son enthousiasme est tempéré par plusieurs défis. A l'étranger, la Suisse devra expliquer qu'elle est toujours neutre, dans un contexte où elle est en position de faiblesse sur la scène internationale, estime-t-elle. L'ancienne conseillère fédérale socialiste espère également que «les euro-turbos et les partisans de l'Otan ne vont pas se laisser pousser des ailes».

Ancien diplomate et médiateur pour la paix, Günther Bächler fait partie des experts qui se sont lancés dans la cam-

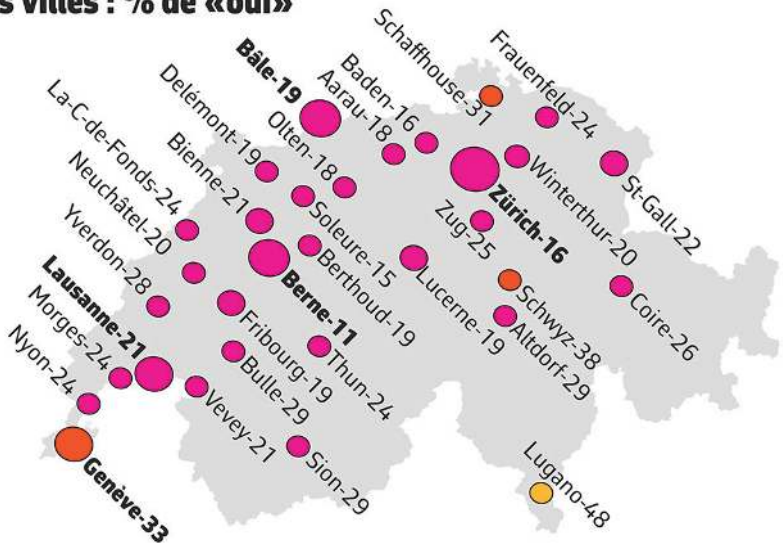
pagne pour le non. Aujourd'hui, il est soulagé par le score de l'initiative. «La Suisse n'aura pas les mains liées par une neutralité stricte. Elle doit utiliser sa marge de manœuvre pour s'engager en faveur du droit international», défend-il. L'ancien diplomate estime que la neutralité doit devenir encore plus flexible, pour le soutien à l'Ukraine, mais aussi pour la politique sécuritaire: «La Suisse n'a pas de stratégie cohérente, elle a un train de retard sur l'Union européenne, qui discute des défis liés à la Russie.» Pour Günther Bächler, le non à l'initiative doit amener la Confédération à réfléchir à sa coopération internationale pour la sécurité.

de scène qui ressemble à un camouflet pour le milliardaire retranché dans son antre de Herrliberg (ZH)

UN ULTIME COMBAT

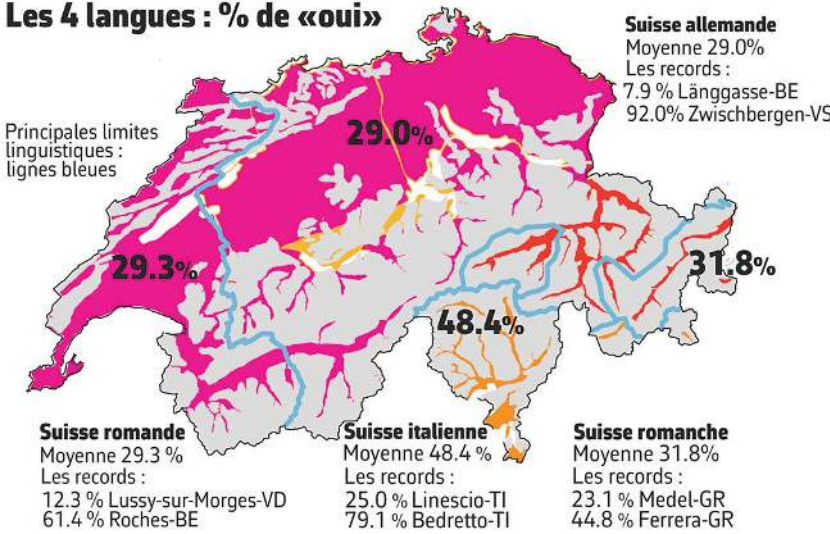


Les villes : % de «oui»



Historique : Genève «vote plus UDC» que Altdorf, Frauenfeld ou encore Baden

Les 4 langues : % de «oui»



POUR LA SUISSE

Signe que le débat n'est pas terminé, une lettre ouverte a été publiée samedi à l'attention du Conseil fédéral et du parlement, par l'association NeutRealität, majoritairement alémanique, qui demande «une neutralité au service de la paix». Composée d'experts et d'acteurs issus du monde économique, elle réclame notamment la livraison et la ré-exportation du matériel de défense «aux Etats victimes d'une agression contraire au droit international dans le cadre de leur légitime défense». La pétition reprend des éléments du Manifeste neutralité 21, qui avait été lancé en 2024 par plusieurs personnalités politiques pour contrer l'initiative de Blocher.

Du côté des experts qui s'étaient engagés pour un oui, l'ancien ambassadeur Jean-Daniel Ruch estime que les opposants à l'initiative «ont joué sur la diabolisation de l'UDC et de Blocher» et que le non fait le jeu d'une politique arbitraire des sanctions. Il s'inquiète également d'un rapprochement avec l'Otan. Dans sa stratégie de sécurité publiée le 18 septembre, le Conseil fédéral a déjà annoncé vouloir augmenter sa participation aux exercices de l'alliance axés sur la défense. Pour l'ancien ambassadeur, le résultat de ce dimanche participera à renforcer cette dynamique. **SOPHIE DUPONT**

UNE MOBILISATION PLUTÔT FAIBLE

Les initiatives sur la neutralité et sur l'alimentation ont moins mobilisé le corps électoral hier. Avec environ 47%, le taux de participation est en dessous de celui des dernières votations. Schaffhouse, où le vote est obligatoire, arrive comme d'habitude en tête (environ 67% de participation). Neuchâtel et le Jura à l'inverse se placent en bout de classement. Un peu moins de 40% des votants a exprimé son choix. La mobilisation des autres cantons romands reste en dessous de la moyenne. Les cantons alémaniques ont mobilisé entre 42 et 55% des votants. L'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions» et la réforme du service civil ont plus

fortement mobilisé le corps électoral le 14 juin. Avec 58%, le taux de participation était très élevé par rapport à la moyenne. En mars, les quatre objets soumis au vote, SSR, fonds climat, argent liquide et imposition individuelle, avaient aussi réussi à déplacer 55% des votants. En novembre 2025, les initiatives populaires «Service citoyen» et «Pour l'avenir» ont mobilisé environ 43% du corps électoral. En septembre, la valeur locative et l'e-ID ont mobilisé 49,5% de la population. Sur la période de 2011 à 2019, l'Office fédéral de la statistique a calculé une moyenne nationale de 45,6%. **ATS**

CANTONS	INITIATIVE SUR LA NEUTRALITÉ		Participation	INITIATIVE SUR L'ALIMENTATION		Participation
	Oui	Non		Oui	Non	
Zurich	120863	352541	48,39	137553	332261	48,28
Berne	93377	257057	47,10	98267	250619	47,09
Lucerne	40173	102428	49,78	36596	106069	49,83
Uri	4346	7387	43,37	2247	9469	43,37
Schwytz	24253	33307	52,62	10937	46686	52,63
Obwald	5158	9203	52,02	2846	11570	52,18
Nidwald	5531	11211	52,48	3355	13299	52,25
Glaris	4261	7070	42,46	2844	8428	42,45
Zoug	12694	31701	55,53	10431	33926	55,49
Fribourg	26642	65563	42,20	26069	65996	42,16
Soleure	22597	59636	44,76	21122	60849	44,71
Bâle-Ville	11390	45312	49,70	20652	35411	49,70
Bâle-Campagne	21470	60942	43,48	21728	60249	43,34
Schaffhouse	12976	22528	67,57	10485	24981	67,59
Appenzell AR	7246	13665	53,34	5373	15583	53,35
Appenzell AI	2337	3456	47,59	1150	4685	47,69
Saint-Gall	56071	104172	47,94	38487	121496	47,92
Grisons	21901	43643	46,24	16379	49160	46,30
Argovie	60499	144063	45,46	51395	152779	45,43
Thurgovie	30777	55642	48,05	20958	65435	48,04
Tessin	49636	53231	46,04	31972	70042	46,00
Vaud	63052	170609	48,54	60183	172807	48,53
Valais	32514	66292	42,58	24146	74394	42,59
Neuchâtel	11073	34267	39,61	15578	29556	39,57
Genève	41745	83171	44,37	45539	76319	44,37
Jura	6548	16670	39,50	6850	16299	39,42
TOTAUX	789130	1854767	47,06	723142	1908368	47,03

Suicide assisté dans les EMS

Zurich ► Le canton de Zurich devient le premier outre-Sarine à étendre l'accès au suicide assisté à l'ensemble des établissements médico-sociaux (EMS), publics comme privés, ainsi qu'aux hôpitaux et cliniques de réadaptation. Les citoyens ont plébiscité hier une modification de loi en ce sens.

Contre l'avis du gouvernement, les votants ont accepté à 68,11% un contre-projet qui impose aux EMS privés, hôpi-

taux et cliniques de réadaptation l'obligation de tolérer l'aide au suicide dans leurs murs.

Dans le canton de Zurich, seuls les homes avec un mandat de prestations communal doivent depuis 2023 autoriser le suicide assisté. Le contre-projet approuvé reprend l'idée d'une généralisation de l'accès voulue par une initiative populaire, entre-temps retirée. Il en exclut les cliniques psychiatriques et les prisons. **ATS**

SCHAFFHOUSE ZONES 30 PAS ÉCARTÉES

Le canton de Schaffhouse n'exclura pas les zones 30 de ses routes principales. Ses citoyens ont rejeté hier à la fois une initiative très restrictive de l'UDF et un contre-projet des autorités. Les deux textes prévoyaient que seules de rares exceptions permettraient à l'avenir de limiter la vitesse à 30 km/h sur de grands axes. **ATS**

Initiative «anti-casseurs» rejetée

Bâle-Ville ► Le canton de Bâle-Ville tient sa ligne face aux manifestations non autorisées. Les citoyens ont nettemetn rejeté dimanche l'initiative UDC dite «anti-casseurs», qui voulait faire payer aux «auteurs de troubles» les frais de police et les dégâts. L'initiative populaire «Oui à l'application du droit et de l'ordre – Non au chaos (initiative anti-casseurs)» de l'UDC a été refusée par 64,32% des voix, selon les résultats définitifs. La participation au scrutin a atteint 49,7%.

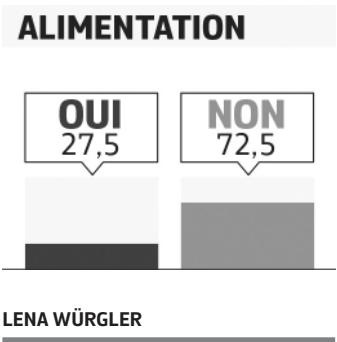
Les autorités n'auront pas à élaborer un concept pour réduire le nombre de manifestations non autorisées. Le texte exigeait en outre

que les «perturbateurs» soient tenus pour responsables des dégâts et des coûts d'opérations de police, tout comme les auteurs de violence lors de manifestations autorisées, et les personnes qui agressent illégalement d'autres manifestations.

La majorité du parlement et le gouvernement avaient clairement rejeté l'initiative, mais sans lui opposer de contre-projet, ce que les initiateurs leur ont reproché. Selon ses opposants, le texte soulevait des incertitudes juridiques et des difficultés d'application pratique. **ATS**

Visage de l'initiative sur l'alimentation, qui a été balayée à 72,5%, Franziska Herren réagit à sa défaite

«Notre message a été étouffé»



Votations fédérales ► Ils n'avaient aucune chance, ou presque. Sans le soutien des grands partis de gauche ou des ONG environnementales, les quelques partisans de l'initiative «Pour une alimentation sûre», qui demandait d'augmenter le taux d'autoapprovisionnement suisse en renforçant la production végétale indigène, se sont retrouvés rapidement esseulés. En face, les opposants ont réussi une campagne ultra-efficace, en placardant la menace d'un «diktat vegan» partout en Suisse, non sans provoquer des divisions au sein du camp du non. Finalement, le texte a été balayé ce dimanche par 72,5% de la population. Principale instigatrice de cette initiative, la militante écologiste Franziska Herren affronte ainsi son deuxième revers, après l'échec de l'initiative sur l'eau potable en 2021. Elle reste toutefois persuadée du bien-fondé de son combat. Interview.

Comment réagissez-vous au résultat?
Franziska Herren: Même si le camp du non l'a emporté, ce résultat est aussi un succès relatif pour nous, étant donné que nous n'avons bénéficié d'aucun soutien et que nous avons dû affronter un vaste mouvement d'opposition, alimenté par la désinformation. Malgré tout ça, nous avons réussi à mettre ce sujet sur la table et à sensibiliser une partie de la population.

Quelle est la cause principale de cette défaite, selon vous?
Pendant toute la campagne, l'opposition a affirmé qu'il serait impossible d'atteindre un taux d'autoapprovisionnement de 70% en dix ans sans se voir imposer une sorte de «plan alimentaire» par le Conseil fédéral. Mais c'est totalement faux! Nous demandions surtout une agriculture plus efficace, avec davantage de cultures végétales destinées directement à



Avec «son» initiative, Franziska Herren voulait renforcer la production végétale indigène. C'est un échec. KEYSTONE-ARCHIVES

l'alimentation humaine plutôt qu'au fourrage. Aujourd'hui, seuls 30% des aliments végétaux consommés en Suisse sont du pays, le reste est importé. Il existe donc un potentiel important pour renforcer la produc-

tion locale sans imposer quoi que ce soit aux consommateurs.

Le slogan «stop au diktat vegan» a beaucoup marqué la campagne...
Le Conseil fédéral et le parlement ont réduit notre initiative à cette

caricature. Pendant ce temps, notre petit groupe a eu très peu d'occasions de défendre publiquement son point de vue. Notre message a été étouffé par celui des opposants. Or, il s'agit d'une véritable initiative populaire,

portée par des citoyens. Je trouve très préoccupant la manière dont elle a été traitée. D'après moi, les citoyens méritent d'être pris en considération, tout comme l'urgence que notre texte a voulu mettre en lumière.

Votre comité s'est retrouvé très seul pour mener campagne. Comment l'avez-vous vécu?
Au départ, lors de la récolte de signature, nous avions le soutien de Pro Natura et de Greenpeace, mais ces organisations ont ensuite pris leurs distances, tout comme les Verts, le PS et les Vert'libéraux. Pour nous, cela ne change rien au fond du problème: notre agriculture est mal préparée aux fortes chaleurs, au manque d'eau et aux conséquences du changement climatique. Cet été l'a montré de manière très concrète. Ces problèmes ne disparaîtront pas simplement dans un mois. Au contraire, la situation devrait continuer à empirer. Le devoir d'agir repose aujourd'hui sur celles et ceux qui ont combattu l'initiative.

«Le devoir d'agir repose aujourd'hui sur celles et ceux qui ont combattu l'initiative»
Franziska Herren

Encore une initiative environnementale qui échoue. N'est-ce pas contreproductif à force?
Je ne le pense pas. Si certaines de ces initiatives avaient été acceptées, nous serions aujourd'hui mieux préparés. Malgré des signaux clairs depuis la canicule de 2003, la politique agricole ne s'est pas suffisamment adaptée au changement climatique.

Le rejet de l'initiative ne pourrait-il pas être interprété comme un signal pour, justement, ne pas intégrer vos revendications dans la politique agricole?
La réalité ne nous laissera pas ce choix. Le manque d'eau et les effets du changement climatique vont nous obliger à nous adapter. Et on ne peut plus partir du principe qu'il suffira d'importer ce qui nous manque: nos voisins connaissent les mêmes difficultés, et l'eau ne s'importe pas. A terme, nous serons obligés d'adapter notre agriculture aux nouvelles conditions climatiques, que nous le voulions ou non. **ESH MÉDIAS**

L'initiative cantonale pour la gratuité de la contraception a été acceptée par plus de 58% des votant-es. Une première en Suisse

Un oui historique pour la contraception gratuite

ARNAUD WAELTI

Votation cantonale ► «Je suis très émue», exprime tout sourire la députée socialiste Sophie Demaurex. Ce dimanche, les initiant-es et partisan-es de l'initiative du PS «Pour une contraception gratuite» sont aux anges. Le vote populaire a tranché: pour le principe de la contraception gratuite universelle, à plus de 58%. Un résultat sans appel qui a créé la surprise et constitue une première en Suisse. Prochaine étape, la rédaction d'une loi de mise en œuvre dont l'entrée en vigueur est estimée au 1^{er} janvier 2028.

«On continue à être pionniers ici à Genève», savoure la socialiste Jacklean Kalibala, qui enjoint les autres cantons à marcher dans ces pas, et souhaite l'inscription du principe à l'échelle fédérale dans la LAMal. Avec l'adoption de l'initiative, la totalité des méthodes contraceptives dont l'efficacité est admise seront sujettes à la gratuité pour tous-tes les Genevois-es, sans distinction d'âge ou de revenus. Stérilets, implants, pilules, injections, patches, anneaux vaginaux, préservatifs et même contraception d'urgence, toutes seront prises en charge par l'impôt cantonal. La mise en œuvre du dispositif avait été estimée à 20 millions de francs. «A Genève, il y a beaucoup de renoncement aux soins pour des raisons financières. C'est inadmissible pour un pays comme la Suisse où on a un aussi bon système de santé», ajoute Jacklean Kalibala.

Une coalition fructueuse

«On avait peur que les jeunes répondent moins présents, mais cela n'a pas été le cas. C'est un super signal», décrit de son côté Sophie Demaurex avec enthousiasme. A l'échelle cantonale, le taux de participation s'est élevé à 44,24%. Dans les faits, la réussite de l'initiative aura diverses implications. «Les médecins vont pouvoir proposer davantage de contraception durable comme le stérilet et l'implant, qui coûtent cher», explique Sophie Demaurex. Plus concrètement, «on espère une baisse des interruptions volontaires de grossesse [IVG] chez les 25 à 35 ans, la tranche d'âge la plus concernée», exprime-t-elle.



Sophie Demaurex et Jacklean Kalibala, députées socialistes, se réjouissent d'une victoire historique et souhaitent voir la gratuité de la contraception se développer à l'échelle fédérale. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

Au Centre, on salue le résultat. «C'est une initiative qu'on soutenait pour des raisons économiques et symboliques», précise Caroline Haymoz, coprésidente genevoise des Femmes du Centre. Le souhait de son parti: que ce vote «envoie un signal fort au niveau fédéral sur l'insuffisance de prise en charge de certains médicaments et soins par la LAMal» et «permette une diminution des coûts par une prévention plus forte», résume-t-elle. Le Centre et LJS avaient fait campagne pour la gratuité.

Retour de bâton pour la droite

Fers de lance de l'opposition, les jeunes PLR (JLR) et leurs aîné-es doivent s'en mordre les doigts. Après que la droite avait rejeté par erreur le contreprojet à l'initiative, le vote en faveur de la gratuité vient enfoncer le clou. «C'était David

contre Goliath», regrette le jeune PLR Lorenzo Impellizzeri. «Il est difficile de s'élever contre l'argument de la gratuité, mais rien n'est gratuit. Cela pèsera sur les impôts des Genevois», ajoute-t-il. Pour les JLR, l'initiative ne répond pas à «l'urgence de santé publique que sont les infections sexuellement transmissibles [IST]», car le principe des préservatifs gratuits «avait déjà été accepté par le Conseil d'Etat». Ils jugent en outre que l'impact de la gratuité sur les IVG est «minime».

«On espère une baisse des IVG chez les 25 à 35 ans»

Sophie Demaurex

Le Conseil d'Etat doit à présent proposer au Grand Conseil un projet de loi de mise en œuvre. Pour établir ce dernier, «tout le réseau amené à se développer ces prochaines années, acteur-ices de la santé sexuelle, associations, pharmacien-nes, sera réuni», explique le conseiller d'Etat responsable de la Santé, Pierre Maudet. Il s'agit de ne pas être redondant: «On ne va pas se substituer aux dispositifs fédéraux comme la LAMal. Et certaines communes font déjà un très bon travail également. Consolidons ce qui existe». Et de conclure «pour Genève, l'objectif est avant tout de diminuer le nombre d'IVG, d'IST, et de favoriser plus d'égalité». La loi devrait être soumise au parlement d'ici le printemps prochain, pour une entrée en vigueur espérée au 1^{er} janvier 2028. Sous réserve d'un nouveau rebondissement. I

Pas touche à la formation

Hautes écoles ► Les Genevois-es n'ont pas vu d'un bon œil les économies du canton réalisées sur le dos des étudiant-es: plus de 58% des votant-es ont refusé la dernière mouture du contrat de prestation 2025-2028 qui lie l'Etat à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Genève (HES-SO). Il prévoyait une diminution de 2 millions de la subvention annuelle accordée par le canton, qui s'élevait jusqu'alors à 35 millions. Le Département de l'instruction publique, mené par Anne Hiltbold, avait en effet estimé que l'augmentation des revenus de la haute école à hauteur de trois millions, résultat d'une hausse des taxes d'études survenue l'an passé, permettait à l'Etat d'économiser sur sa propre contribution.

Les étudiant-es, soutenu-es par la gauche et le MCG, ont décrié cette opération. Ils et elles y ont vu une énième attaque contre la formation, et ce alors que le projet de budget 2027 du Conseil d'Etat prévoit une hausse des taxes d'études à l'université de Genève assortie d'une diminution de la subvention globale à l'institution. «La formation est un des derniers remparts contre l'austérité et nous sommes heureux de voir que les électeurs ont compris cet enjeu», commente Adrien Rastello, membre de la jeunesse socialiste genevoise.

Le gouvernement dit désormais devoir «retravailler un nouveau contrat de formation avec la HES». Et ce même si Anne Hiltbold regrette que le peuple n'y ait pas vu «une adaptation proportionnée entre qualité de l'enseignement et dépenses publiques». Formellement, c'est l'ensemble du contrat de prestation qui est remis sur la table. Mais les opposant-es ont toujours insisté sur le fait que leur contestation portait uniquement sur le montant alloué. Ils et elles plaident notamment pour que l'augmentation de la taxe serve intégralement à soutenir les étudiant-es, notamment via les bourses.

Le débat est voué à rebondir sur les mesures d'économies promises à l'Unige. «On sait que les taxes sont un sujet sensible. Mais les taxes genevoises n'ont pas évolué depuis trente ans et sont les plus basses de Suisse», maintient la magistrate. **MJT**

Genève refuse les ventes facilitées

Votations cantonales ► «La digne des locataires a tenu bon», se réjouit Christian Dandrès, conseiller national socialiste et juriste à l'Asloca, à l'annonce des résultats de ce dimanche. L'accès facilité à la propriété, tel que vendu par la droite et les milieux immobiliers, n'a pas fait mouche. Plus de 63% des Genevois-es ont refusé de modifier la loi sur les démolitions, transformations et rénovations (LDTR), malgré une promesse alléchante: la possibilité pour les locataires de devenir propriétaires du logement qu'ils et elles occupent «à un prix abordable», soit au prix moyen des PPE en zone de développement.

«Cette loi aurait réduit le parc locatif, et surtout sa part la plus abordable, car c'est celle qui rapporte le moins aux propriétaires», dénonce Caroline Marti, députée socialiste. Depuis le début de la campagne, la gauche n'a eu de cesse de pilonner l'argumentaire du PLR, à l'origine de ce projet, estimant qu'il s'agissait davantage de faciliter les

ventes de vieux biens au prix du neuf que de favoriser les achats. De quoi faire renaître le spectre des congés-ventes – pourtant interdits à Genève – ainsi que la possibilité de ventes à la découpe et d'opérations spéculatives à courte échéance.

Les milieux immobiliers et leurs élu-es s'en sont défendu, niant toute «malice». «C'est un score sévère sur un sujet qui aurait représenté une avancée pour les locataires. Le message n'a pas été compris», regrette Francine de Planta, députée PLR. Soulignant plus largement «la méfiance des électeurs genevois» dès lors que la droite se penche sur la question du logement. Un sentiment que déplore également Christophe Aumeunier, secrétaire général de la Chambre genevoise immobilière: «C'est une occasion manquée, alors que Genève ne compte que 18% de propriétaires. Nous constatons que la pénurie de logement [0,31% de vacance seulement] désécure les lo-

cataires. L'Asloca et le gouvernement semblent se satisfaire de cette pénurie et les avant-travaux sur le plan directeur repoussé à 2030 ne nous rassurent pas: les projets prévus ne permettront pas de loger les Genevois.»

La pénurie de logements se règle-t-elle via l'accession à la propriété? La gauche en doute: «A Genève, une grande partie de la classe moyenne n'a pas les moyens d'accéder à la propriété. Ceux qui souffrent le plus sont précisément ceux qui ne peuvent accéder ni à la PPE ni aux loyers libres. Le parc non spéculatif est insuffisant», martèle Caroline Marti. La population a donné ce dimanche un signal, d'autant plus important que les attaques sur les droits des locataires se multiplient au niveau fédéral, relève Christian Dandrès. Pas plus tard que mercredi dernier, le Conseil fédéral a décidé de rejeter l'initiative de l'Asloca réclamant une meilleure protection contre les loyers abusifs. **MAUDE JAQUET**

Lancy fait un pied de nez à l'austérité

Communes ► Carton plein pour la gauche lancéenne: les trois mesures d'économies du budget 2026 combattues par référendum ont toutes été balayées dimanche par scrutin populaire. Le maintien des subventions TPG et Vélo-partage, des allocations de rentrée scolaire ainsi que de la participation de la commune aux frais d'assurance-maladie de ses employés ont été jugées nécessaires par la population. L'ensemble de ces prestations, qui seront rétablies, revient annuellement à plus de 2 millions de francs.

Pour la gauche, qui a perdu sa majorité au délibératif aux dernières élections municipales, cette triple victoire a un goût de revanche: «C'est un affront complet pour la nouvelle majorité de droite. La population refuse en bloc ces économies, y compris celle qui porte sur les employés de la commune», relève le socialiste Matthieu Jotterand. La gauche radicale, à l'initiative des référendums, peut aussi savourer une victoire qui marque un jalon dans sa stratégie de réimplantation au cœur des communes périphériques suburbaines.

«Trois fois non, avec deux tiers des voix pour l'allocation de rentrée et les subventions mobilité, c'est une claque pour la majorité du Conseil municipal, mais aussi pour le Conseil administratif», pointe du doigt Pierre Vanek, membre de l'Union populaire. Qui ne manque pas de reprocher à ses alliés du jour Vertes et socialistes une certaine tiédeur. «Il faut voir ce résultat comme un encouragement à davantage contester toute mesure d'austérité», clame-t-il.

La magistrate chargée des Finances, la centriste Corinne Gachet, a souligné par voie de communiqué ses inquiétudes: «Cette décision aura un impact très fort sur les comptes 2026 alors que le contexte budgétaire n'est pas favorable.» Mais que les bénéficiaires soient rassurés: les montants avaient tous été provisionnés par la commune. Les demandes d'allocations et de subventions pour 2026 pourront donc être adressées à la commune et le personnel bénéficiera bien rétroactivement de l'aide sur l'assurance-maladie. **MJT**

CONSEIL D'ÉTAT

LE POP VAUDOIS PART À TROIS

Le Parti ouvrier et populaire (POP) lance trois candidatures pour l'élection au Conseil d'Etat vaudois en février prochain. Outre Céline Misiego qui s'était déjà annoncée partante, Anaïs Timofte et Vincent Keller défendront les couleurs populistes. «Nos candidatures se veulent porteuses d'une vraie alternative à la politique désastreuse menée par la majorité de droite, en se faisant notamment l'écho des puissants mouvements de la fonction publique qui ont pris la rue ces dernières années», a indiqué vendredi le POP, dont l'assemblée des délégués s'est tenue jeudi soir à la Maison du Peuple à Lausanne. **ATS**

Le MCG rate sa passe de deux sur les P+R

Votations cantonales ► Le crédit de 40 millions en faveur d'installations de mobilité en France voisine passe la rampe. Une victoire d'étape pour l'exécutif et la large coalition de partis qui le soutenaient.

Le Conseil d'Etat a conjuré le sort. Après la claque prise en 2014 sur un crédit de 3 millions de francs destinés à financer des P+R en France, il a passé l'épaule, appuyé par une large coalition de partis, pour une enveloppe de 39,5 millions destinée à cofinancer une douzaine de projets et infrastructures de mobilité transfrontalières. Quelque 57% de la population genevoise a estimé cet investissement nécessaire. Preuve s'il en faut de la préoccupation des Genevois-es liée à l'augmentation du trafic sur le territoire. Le MCG, seul porteur du référendum et pourfendeur invétéré des investissements sur sol français, se dit «étonné» du résultat, dans un contexte où la population est par ailleurs appelée à se serrer la ceinture.

«C'est une victoire collective», s'est réjoui le conseiller d'Etat chargé des Mobilités, Pierre Maudet, estimant que le gouvernement avait tiré les leçons de l'échec de 2014.

Il aura fallu plusieurs années de travail pour revenir avec des propositions ficelées portant sur la construction de P+R, mais pas que. Des plateformes multimodales ainsi que des voies de bus à haut niveau de services viennent asseoir une réflexion globale sur la réduction du trafic individuel à l'échelle du Grand Genève. Si la gauche s'est réjouie de cette victoire en termes de qualité de vie pour les Genevois-es et d'impact positif sur l'environnement, les milieux économiques ont pour l'occasion tiré à la même corde. Ils ont largement soutenu et fait la promotion de ce texte.

«Le message populiste '0 francs pour la France' nous a menés dans le mur. La croissance économique vient avec son lot de pression sur le trafic, et la population a largement eu le temps de mesurer l'impact de l'inaction à la suite de son refus de financer des infrastructures en France», relève Aurélien Barakat, président du parti Vert'libéral Genève. Et de citer le succès du CEVA, icône de la mobilité transfrontalière, qui s'avère déjà sous dimensionnée face à l'engouement des pendulaires.

Du côté du MCG, qui rêvait d'un bis repetita, la soupe à la grimace se déguste

dans l'ombre du carnotzet du Père Glozu. Pas de sortie victorieuse pour le parti qui s'indigne de ce nouveau cadeau à la France, qui vient s'ajouter aux près de 500 millions de rétributions annuelles du canton et des communes genevoises. «La population a été dupée par les arguments de Pierre Maudet qui promet, sans ce que cela ne repose sur aucune statistique, la diminution de 15000 voitures quotidiennes à Genève. La vraie solution, c'est que nos entrepreneurs engagent localement les jeunes et demandeurs d'emploi, plutôt que des frontaliers», déplore le conseiller national Roger Golay. «Avec ce vote, le Conseil d'Etat va se sentir à l'aise d'offrir d'autres millions à la France.»

Le principal concerné, Pierre Maudet, parle sans se cacher d'«une victoire d'étape». La concrétisation en infrastructures de ces 40 millions devrait être effective d'ici à la fin 2029. Au-delà, le vote d'aujourd'hui appelle aussi à «une gouvernance transfrontalière plus poussée sur la mobilité», esquisse le magistrat. Chacun s'entendant à dire que la question du trafic automobile dans le canton reste loin d'être réglée.

MAUDE JAQUET

CONSEIL D'ÉTAT

LE PS VAUDOIS VALIDE SON TRIO POUR L'ÉLECTION

Roger Nordmann, Jessica Jaccoud et Samuel Bendahan ont été officiellement investis pour l'élection au Conseil d'Etat vaudois en février et mars prochains. Le trio socialiste a été désigné lors du congrès extraordinaire du parti, samedi à Aubonne. «Face à une législature marquée par le maigre bilan de la majorité de droite et ses choix politiques qui fragilisent les services publics, le PSV entend ouvrir une nouvelle page pour le canton et reconquérir la majorité au Conseil d'Etat», a indiqué le parti. A Aubonne, les quelque 180 membres du PSV ont validé l'alliance avec les Vert-e-s pour cette élection au Conseil d'Etat. Des écologistes qui devraient lancer le sortant Vassilis Venizelos et peut-être leur présidente de parti Rebecca Joly. **ATS**

Les Vaudois-es ont accepté à 53% une baisse de 12% de l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune. Le scrutin ampute de 272 millions les recettes d'un budget 2027 déjà déficitaire

Vaud dit oui aux baisses d'impôts

ACHILLE KARANGWA

Votation cantonale ► Dimanche de victoire pour les faitières patronales et immobilières et leurs soutiens PLR, UDC et Vert'libéraux. Leur initiative populaire pour une réduction de 12% de l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune a été acceptée dimanche à 53%, avec 50% de participation. La baisse de 12% remplacera celle de 7% déjà prévue sur le revenu dès 2027, au lieu de s'y ajouter. Elle amputera les recettes de l'Etat de 272 millions par an dès janvier. A chiffres constants, le déficit prévu doublerait presque de 356 à 628 millions pour le projet de budget 2027.

Le revers frappe la gauche et les syndicats, qui dénoncent un allègement profitant surtout aux plus aisé-es et menaçant les prestations. Mais aussi le gouvernement à majorité de droite, dont la ministre PLR des Finances, Christelle Luisier Brodard, défendait le non. La secousse assombrit sa fin de législature, un an après une mobilisation massive de la population contre la politique budgétaire.

Déficit absorbable?

Au Château, les faitières bourgeoises affichaient une satisfaction mesurée face à un gouvernement de leur majorité en retrait. «Nous nous réjouissons de ce résultat. Le peuple a exprimé un 'ça suffit' contre la pression fiscale et les dysfonctionnements ou gaspillages de l'argent public», a déclaré Olivier Feller, conseiller national PLR et directeur de la Chambre vaudoise immobilière.

Le manque à gagner serait absorbable sans réduire les prestations, assure la droite. Philippe Miauton, député PLR et directeur de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, invoque «des recettes souvent supérieures aux prévi-



«Nous n'avons pas les moyens de faire sans mesures d'économies supplémentaires», prévient Christelle Luisier Brodard. KEYSTONE

sions, les réserves et la possibilité de freiner certains projets». Les initiant-es réclament l'application dès les acomptes 2027, sans report sur les communes.

Coupes ou pas coupes?

Le Conseil d'Etat annonce pourtant à demi-mot des économies supplémentaires. «Nous n'avons pas les moyens de faire sans mesures d'économies supplémentaires», prévient Christelle Luisier Brodard. L'exécutif devra revoir son budget pour respecter le «petit équilibre», notamment par des réductions de charges.

Pour la gauche, pas question de blanc-seing à l'austérité. «On va prendre les initiant-es au pied de la lettre» sur leur promesse de 'pas de coupes», avertit Be-

«On va prendre les initiant-es au pied de la lettre sur leur promesse de 'pas de coupes'»

Benoît Gaillard

noît Gaillard, vice-président du PS vaudois. Il réclame de «puiser d'abord dans les réserves et d'épargner les classes populaires et moyennes, au nom desquelles la baisse fiscale a été défendue».

Peu attendu, même par les initiant-es, le scrutin dessine une carte largement verte, mais sans raz-de-marée démographique. Le oui gagne dans la majorité des communes, avec 17 853 voix d'avance, tandis que les petites et moyennes localités ont davantage participé. Nyon fournit la plus forte marge, avec 7738 voix. Broye-Vully et Aigle acceptent le texte dans toutes leurs communes, autour de 60%.

Seul le district de Lausanne refuse. Les districts du Ju-

ra-Nord vaudois et de Morges approuvent, mais regroupent la plupart des communes opposées. Le traditionnel clivage villes-campagnes est donc imparfait: Montreux, Nyon, Pully et Gland votent oui. Lausanne, Vevey, Yverdon, Renens, Prilly, Chavannes et Morges concentrent l'essentiel de l'avance du non dans les communes opposées. Ensemble, elles refusent à près de 59%. Mais à noter que six de ces sept villes ont toutefois moins participé que la moyenne cantonale.

La lecture sociale est contrastée. Nyon, Lavaux-Oron et Morges, aux revenus et fortunes élevés, approuvent. Mais Broye-Vully et Aigle, aux revenus moyens plus bas, donnent

aussi de fortes majorités. L'Ouest lausannois populaire est presque partagé: 44 voix d'avance au oui.

Pouvoir d'achat contesté

Pourquoi cette baisse a-t-elle gagné malgré un bénéfice moindre pour les couches modestes? A gauche, les analyses invoquent les pressions sur le pouvoir d'achat et la promesse de la droite, vue avec scepticisme, d'épargner les prestations. «La gauche dispose d'un socle électoral à 43%, et a donc mobilisé ses troupes: le centre droit a fait la différence», estime Benoît Gaillard. Chez les opposant-es revient aussi l'idée que «les gens ont pris ce qu'ils pouvaient pour préserver leur pouvoir d'achat».

«La crédibilité des initiant-es, comme celle du gouvernement, est désormais en jeu», souligne Françoise-Emmanuelle Nicolet de la fédération syndicale SUD. Elle redoute, comme le Syndicat des services publics, des attaques contre le personnel public et des coupes rebaptisées «réorganisations» ou «efficience». Une assemblée syndicale unitaire est prévue le 8 octobre afin de prévoir la ligne unitaire pour la suite.

Au gouvernement, Roger Nordmann, dont le Département est le plus gros, assure au *Courrier* vouloir défendre les subsides d'assurance-maladie attaqués par la droite, et n'exclut pas de batailler pour de nouvelles recettes. Pour le ministre de la Santé et de l'Action sociale, cette baisse fiscale remet en cause le compromis de 2017 liant l'allègement de l'imposition des entreprises au plafonnement des primes LaMal à 10% du revenu. «Si une partie du *deal* ne tient plus, l'autre partie est ouverte», indique-t-il. Les prochaines semaines s'annoncent brûlantes avant les élections cantonales de février-mars. **I**

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Berne pour réclamer une politique d’asile respectueuse des droits fondamentaux. Reportage

«Sans-papiers, pas sans droits»

JULIE JEANNET

Asile ► Sur la Schützenmatte, les pancartes sont, à l’image des manifestant·es, héréroclites. «Sans papiers mais pas sans droits», indique une grande bannière. «C’est pas les immigrés ni les sans-papiers qu’il faut attaquer mais la loi», lit-on sur un carton. Une centaine d’organisations défendant le droit d’asile et les personnes migrantes ont répondu à l’appel de Solidarité sans frontières samedi à Berne. Plusieurs milliers de personnes (entre 3500 et 5000, selon les organisateur·ices) ont défilé dans les rues de la capitale.

Intitulé «Pas de frontières entre nous», l’événement revendique le respect des droits fondamentaux de toutes les personnes, indépendamment de leur origine, de leur passeport ou de leur statut de séjour. Le mouvement exige également un accès à l’éducation, à la santé, à la protection juridique et à la participation sociale et politique pour toutes et tous.

Cette action de protestation intervient dans un contexte où la politique d’asile est de plus en plus restrictive en Suisse et dans le monde. «L’accès aux procédures d’asile est rendu plus difficile, l’exécution des expulsions est renforcée et l’accès aux droits est de plus en plus subordonné au statut de séjour et à l’origine», déplore Sophie Guignard, codirectrice de Solidarité sans frontières. «De plus, l’extrême droite ne s’en prend pas qu’aux personnes migrantes mais attaque aussi l’Etat de droit», estime la militante, qui ne souhaite pas prendre plus la parole mais la laisser aux personnes concernées.

Dangereux renvois
«L’UDC est un parti fasciste», scande la foule. «Pas de frontières, pas de nations, stop aux



Des milliers de personnes ont exigé une politique d’asile respectant les droits fondamentaux et un accès à l’éducation, à la santé, à la protection juridique et à la participation sociale et politique pour toutes et tous. JJT

déportations», répètent les manifestant·es. Une femme brandit un carton sur lequel il est écrit : «Et si c’est toi qui avais dû fuir?».

«Nos enfants grandissent avec vos enfants, mais ils n’ont pas les mêmes droits» Layla

Layla*, originaire du Burundi, témoigne pour *Le Courrier* de la situation compliquée dans laquelle elle se trouve.

Passée par la Croatie avant d’arriver en Suisse, elle est un «cas Dublin» et vit avec la menace permanente d’un renvoi. Elle et sa fille de 3 ans vivent de l’aide d’urgence à Lucerne. «Nous recevons 10 francs par jour et sommes logées dans des dortoirs», raconte-t-elle. Cette maman se bat pour l’avenir de sa fille. «Nos enfants grandissent avec vos enfants, mais ils n’ont pas les mêmes droits. Les vôtres seront toujours protégés, alors que les nôtres ne le sont pas. C’est si injuste. Les enfants ne doivent pas être discriminés en raison du parcours de leurs parents.» Elle déplore que la Suisse continue de renvoyer des personnes vers

son pays pourtant frappé par la guerre et la répression, où elles risquent leur vie.

Parmi la multitude d’organisations présentes: Unia, Amnesty International, Droit de rester, Solidarité Tattes et la plateforme Stop Deportation Türkiye (Stop aux renvois vers la Turquie). L’un de ses membres confie que les renvois forcés vers ce pays sont en augmentation. «En raison des discussions qui ont lieu entre le mouvement kurde et les autorités turques, la Suisse considère que les renvois sont sans risque mais ce n’est pas du tout le cas. Il faut agir urgemment pour y mettre un terme.» Et d’illustrer le cas de Bahar Yalçinkaya, militante renvoyée de Suisse et qui serait désormais emprisonnée avec son bébé par le régime d’Erdogan.

Vivre dignes
A mi-parcours, le cortège s’arrête et plusieurs personnes se relaient au micro. Le réseau suisse contre la guerre appelle à accueillir dans notre pays les déserteurs russes et ukrainiens. «Pendant la guerre du Vietnam, la solidarité avec les déserteurs américains ne reposait pas sur un filtre politique: le simple refus

de tuer ou de mourir suffisait. Aujourd’hui, le fondement du soutien devrait être le même: le droit humain fondamental de ne pas participer à la guerre», argue une femme dans un mégaphone.

«Nous travaillons ici. Nous vivons ici. Nous nous occupons des enfants, des maisons, des malades, des personnes âgées. Nos amis sont ici. Notre vie est ici», lance un membre du collectif des sans-papiers de Bâle. «Nous devons nous défendre. Car le gouvernement ne régularise pas. Il durcit les lois, il ferme les frontières, il multiplie les expulsions. Nous refusons d’accepter cela. Nous refusons de vivre dans la peur. Nous vivons dans la dignité.»

Malgré la gravité des messages, une fanfare donne une tonalité festive au cortège. Une poignée de personnes ont adopté une tenue rose, des ailes, des paillettes et un diadème, suggérant que de bonnes fées veillent sur la parade. «Cette manifestation est aussi l’occasion de se rassembler pour se sentir moins seule, exprimer qu’une autre politique migratoire est possible et se reconforter», glisse une manifestante. I

* prénom d’emprunt

Le SSP dit non à la hausse de la TVA

13^e rente AVS ► Le Syndicat des services publics (SSP) ne veut pas d’une hausse de la TVA pour financer la 13^e rente AVS. Samedi, l’Assemblée de délégué·es s’est prononcée à 22 voix contre 6 pour un non le 29 novembre prochain.

La décision a fait suite à un long débat, indique le syndicat dans un communiqué. Une majorité des délégué·es a estimé que l’AVS se porte suffisamment bien pour ne pas avoir besoin de financement supplémentaire. Pour rappel, la 13^e rente coûtera entre 4 et 5 milliards de francs par an. L’augmentation de la TVA doit, quant à elle, rapporter 1,5 milliard. «En deux ans, les bénéfices de l’AVS – plus de 10 milliards – sont supérieurs à ce que rapporterait la hausse envisagée de la TVA en six ans», souligne Christian Dandrès, président du syndicat.

Le syndicat ne veut pas de l’augmentation d’une taxe, jugée antisociale, qui participera à augmenter l’inflation et pèsera sur le pouvoir d’achat des ménages. Il relève aussi qu’il avait soutenu l’option d’une hausse des cotisations salariales pour le financement à long terme de l’assurance sociale. Celle-ci a été refusée au parlement. L’augmentation de la TVA serait «une victoire du patronat», estime Agostino Soldini, secrétaire central.

L’Union syndicale Suisse, comme le parti socialiste, recommandent pour leur part d’accepter le projet. A droite, les positions ne sont pas unanimes non plus. Le PLR s’oppose au financement de la 13^e rente par la TVA et appelle à la place à une augmentation progressive de l’âge de la retraite. L’Union patronale suisse laisse, elle, la liberté de vote, tout comme économistesuisse. **SOPHIE DUPONT**

LOYERS ABUSIFS

BERNE PROPOSE UN CONTRE-PROJET INDIRECT
Le Conseil fédéral veut renforcer la protection des locataires. Il va proposer un contre-projet indirect à l’initiative populaire sur les loyers abusifs. Le Département fédéral de l’Economie élaborera un projet concret pour 2027. L’Asloca rejette catégoriquement ces premières propositions.

ATS

PROGRAMMES

DAVANTAGE DE MOYENS POUR L’INTÉGRATION
L’intégration des étrangères devrait disposer de davantage de moyens financiers. Le Conseil fédéral a demandé vendredi un crédit d’engagement de 334,5 millions pour 2028 à 2032, contre 250 millions pour la période précédente.

ATS

PARTENARIAT



COLLISION : ENQUÊTE SUR LE FUTUR COLLISIONNEUR DU CERN

ÉDITIONS FUTUROPOLIS

vernissage avec Cléo Jansen et Tom Tirabosco
jeudi 8 octobre 2026 | de 18h à 19h
Librairie du Boulevard

À travers une enquête dessinée, l’illustrateur Tom Tirabosco et l’autrice Cléo Jansen interrogent la démesure du projet de Futur collisionneur circulaire (FCC) du CERN. En donnant la parole aux ingénieurs, économistes, habitants et opposants, ils exposent les tensions entre course au savoir scientifique et limites planétaires, ouvrant un débat citoyen crucial sur l’avenir écologique de notre région.



librairie
du Boulevard
autographe depuis 1975

Rencontre organisée avec le soutien
de la République et Canton de Genève
34, rue de Carouge • 1205 Genève
022 328 70 54 • info@librairieduboulevard.ch

Trump envisage de bloquer les exportations de diesel pour des raisons électorales. L’UE très inquiète

Un embargo américain très risqué

FRÉDÉRIC AUTRAN

Carburants ► A six semaines d’élections de mi-mandat périlleuses, Donald Trump cherche désespérément une parade à la flambée du diesel: un fardeau pour les consommateurs américains et un poison politique pour les républicains. «Ne vendons pas notre diesel à l’étranger», a lâché mardi dernier le président à New York, en marge de l’assemblée générale de l’ONU, évoquant publiquement un embargo sur les exportations américaines. Le lendemain, *Politico* révélait qu’un gel de 90 jours était à l’étude, ce qu’a démenti la Maison-Blanche. Mais la riposte de l’industrie pétrolière montre que l’hypothèse est prise au sérieux.

Le prix du diesel bat record sur record aux Etats-Unis, où le gallon (3,78 litres) a franchi cette semaine la barre des 6,50 dollars (soit 1,72 dollar le litre, *ndlr*), en hausse de 75% depuis février. Cette flambée frappe de plein fouet les transporteurs routiers et les agriculteurs, traditionnellement républicains, et menace de renchérir le coût des marchandises, tant le diesel irrigue la chaîne d’approvisionnement du pays.

Urgence électorale

L’urgence est aussi électorale. La cote de popularité de Donald Trump est au plus bas et les républicains risquent de perdre leur majorité à la Chambre, voire au Sénat. Dans les Etats agricoles, la colère monte, notamment dans l’Iowa, où plusieurs scrutins s’annoncent plus serrés que prévu. «Si notre gouvernement est capable d’imposer un embargo sur les puces électroniques à destination de la Chine, il peut aussi imposer un embargo sur le diesel pour aider les agriculteurs et les routiers américains», martelait dimanche le sénateur républicain Chuck Grassley.



Si les Etats-Unis décrètent un embargo sur le diesel, le prix pourrait flamber et dépasser les 3 francs le litre à la pompe en Europe et en Suisse. KEYSTONE

Pour les élus conservateurs, cette crise inflationniste est d’autant plus embarrassante qu’elle trouve en partie ses racines dans la guerre en Iran déclenchée par Donald Trump et Israël. Le conflit avec Téhéran a paralysé le détroit d’Ormuz et amputé le marché mondial d’une partie des capacités de raffinage moyen-orientales. A ce choc

s’ajoutent les frappes ukrainiennes contre les raffineries russes, qui ont contraint Moscou à suspendre ses exportations au début de l’été.

Pas de pénurie

Pour combler ce déficit, les raffineries américaines tournent à plein régime, exportant environ 1,5 million de barils

par jour, en hausse de plus de 20% depuis mars. Il n’y a pas de pénurie de diesel aux Etats-Unis – la production nationale dépasse les 5 millions de barils, pour environ 3,5 millions consommés – mais les stocks sont au plus bas depuis quatre décennies pour la saison, à l’approche des opérations de maintenance automnales et des besoins de chauffage hivernaux.

Sur le papier, un blocage des exportations pourrait offrir un répit. Les cargaisons destinées à l’Europe ou à l’Asie resteraient aux Etats-Unis, remplissant les cuves et faisant temporairement baisser les prix. L’effet serait toutefois inégal, faute d’infrastructures suffisantes entre le golfe du Mexique, producteur, et la côte Est, consommatrice. «Pour une administration sous pression face au coût de la vie avant les élections de novembre, l’attrait politique est évident: pourquoi laisser partir le carburant américain lorsque les consommateurs paient des prix record?» résume Ose Hansen, spécialiste des matières premières chez Saxo Bank.

Mais le piège, soulignent les experts, se refermerait vite. Une fois les capacités de stockage saturées, les raffineries du Golfe ne pourraient plus écouler leur excédent de diesel à l’étranger et réduiraient leurs cadences, actuellement proches de 100%. Or une raffinerie ne produit pas du diesel isolément: en ralentissant, elles produiraient aussi moins d’essence et de kérosène, tirant les prix vers le haut.

L’Europe très exposée

A l’international, le choc toucherait les alliés dépendants du carburant américain, notamment en Asie et en Europe, où les prix à la pompe ont atteint cette semaine un nouveau sommet. En cas d’embargo, «les répercussions les plus graves seraient d’ordre diplomatique et

réputationnel», écrit l’éditorialiste de Bloomberg Liam Denning: les alliés de Washington, «qui n’ont guère besoin de nouvelles preuves du manque de fiabilité dont font désormais preuve les Etats-Unis», en recevraient pourtant une supplémentaire.

A Bruxelles, l’inquiétude est manifeste. «Une possible interdiction des exportations de diesel serait une très mauvaise idée», déclarait jeudi le porte-parole de la Commission européenne, Olof Gill. «Nous attendons de partenaires proches qu’ils se consultent mutuellement avant d’adopter des mesures susceptibles d’affecter des marchés qu’ils partagent», a-t-il ajouté, précisant que «des contacts de haut niveau» étaient en cours avec Washington. En août, la moitié du diesel importé par l’UE provenait des Etats-Unis.

A moyen terme, le choc énergétique infligé au reste du monde pourrait revenir frapper les consommateurs américains. Ce serait l’effet boomerang, craignent des experts. «Ces prix internationaux plus élevés finiraient par se répercuter sur le marché américain, notamment dans les régions dépendantes des importations», avertit Ole Hansen, qui pointe le renchérissement du transport et des produits agricoles et industriels.

Acculé par les conséquences de sa guerre en Iran, Donald Trump doit désormais arbitrer entre urgence électorale et réalités d’un marché pétrolier mondialisé. L’éditorialiste Ron Bousso, spécialiste des questions énergétiques à Reuters, résumait mercredi le dilemme: «Les arguments contre l’interdiction d’exporter du diesel semblent assez évidents, mais il est beaucoup moins certain que l’administration Trump puisse résister à la pression politique visant à en imposer une.» © LIBÉRATION

TÉLÉVISION

RTS 1	RTS 2	TF1	FRANCE 2	FRANCE 3	ARTE	M6
6.00 RTS Kids 9.00 Quel temps fait-il ? 9.10 Downton Abbey 11.15 Top Models 11.40 Plus belle la vie, encore plus belle 12.05 Demain nous appartient 12.45 Le 12h45 13.25 Ma famille a disparu Film TV. Thriller. 15.10 Modern Family 15.35 Chicago Med 16.20 Inspecteur Barnaby 17.55 Ici tout commence 18.30 C'est ma question ! 18.55 Météo régionale 19.00 Couleurs locales Magazine. 19.30 19h30 20.10 Basik Magazine.	7.00 La matinale 8.00 RTS info 8.35 Forum 9.35 Basik 10.00 À bon entendeur 10.40 Signes 11.15 RTS info 11.55 Couleurs locales 12.15 Sport dimanche 13.15 Le 12h45 13.40 RTS info 14.00 À bon entendeur 14.40 Mise au point 15.25 RTS info 15.40 52 minutes 16.25 RTS info 16.55 Ramdam 17.10 Semâ 18.00 Forum 19.05 RTS info 19.30 19h30 - Signé 20.00 Mission Apprentis	5.50 Tfoù 6.55 Bonjour ! 10.00 Bonjour ! Avec vous 10.55 Les feux de l'amour 11.50 Les 12 coups de midi 13.00 Le 13h 14.00 Plus belle la vie, encore plus belle 14.25 La jeune fille dans le grenier Film TV. Thriller. 16.00 Un mari aux deux visages Film TV. Thriller. 17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL 18.30 Ici tout commence 19.10 Demain nous appartient Feuilleton. 20.00 Le 20h 20.30 Loto	6.00 Le 6h00 info 6.30 Télématin Magazine. Présentation : Maya Lauqué. 9.15 Visite du pape en France 13.00 13 heures 13.50 Visite du pape en France Émission religieuse. Présentation : Julian Bugier, Stéphane Bern, David Milliat. Dans le cadre des éditions spéciales, des reportages et des directs permettant au public de suivre les grandes étapes de la visite du pape Léon XIV en France, rendez-vous pour une émission spéciale, présentée par Julian Bugier, Stéphane Bern et David Milliat, consacrée à la messe célébrée par le pape à Metz. 18.50 N'oubliez pas les paroles ! 20.00 20 heures	6.00 Alors on bouge 6.30 Ici matin 9.05 Ici dans votre région 10.25 La p'tite librairie 10.30 Escales en France 11.00 C'est succulent ! 12.05 Outremer.l'info 12.15 Ici 12/13 12.55 Météo à la carte 13.55 Météo à la carte, la suite Magazine. 14.30 Rex Série. La cicatrice. - Allô Lola. - Disque de plomb. 17.25 Slam 19.00 Ici 19/20 20.00 Stade 2 la quotidienne Magazine. 20.25 Un si grand soleil Feuilleton.	5.25 Les nouveaux sanctuaires de la nature 7.00 Chartres, l'art du vitrail 7.50 Voyage gourmand 8.25 Invitation au voyage 9.55 Fuck la planète 12.15 Monténégro, pour l'amour des ânes 13.00 Arte Regards 13.35 Tout s'est bien passé Film. Drame. 15.20 Nomade des mers, les escales de l'innovation 15.50 Les hippopotames surfeurs du Gabon 16.35 De l'art ou du cochon ? 17.20 Invitation au voyage 18.55 Voyage en cuisine 19.30 Le dessous des images 19.45 Arte journal 20.05 28 minutes	6.00 Scènes de ménages 8.05 My Boutique Têleshop' Magazine. 9.45 Ça peut vous arriver Magazine. Présentation : Julien Courbet. 11.30 Ça peut vous arriver chez vous Magazine. Présentation : Julien Courbet. 12.45 Le 12.45 13.35 Scènes de ménages 13.40 Un jour, un doc Magazine. 17.25 La roue de la fortune Jeu. Présentation : Éric Antoine. 18.35 La meilleure cuisine régionale, c'est chez moi ! Divertissement. Normandie. 19.45 Le 19.45 20.40 Scènes de ménages
20.40 FILM MARIE-LINE ET SON JUGE Film. Comédie dramatique. Fra. 2023. Avec Louane Emera. Inédit. Une jeune serveuse en difficulté va voir sa vie bouleversée par sa rencontre avec un juge bougon.	20.35 FOOTBALL BELGIQUE/FRANCE Ligue des nations. Ligue A : 2^e journée, groupe 1. En direct du stade Roi Baudouin, à Bruxelles. C'est le choc de ce groupe 1. La Belgique défie la France au Stade Roi Baudouin,	20.35 FOOTBALL BELGIQUE/FRANCE Ligue des nations. Ligue A : 2^e journée, groupe 1. En direct. Lors de leur dernière confrontation en Ligue des Nations en 2024, les Français l'avaient emporté 2-1 face aux Belges	21.10 SÉRIE LES AVENTURIÈRES Série. Thriller. Fra. 2025. Saison 1. Avec F. Cottençon. 3 épisodes. Inédits. Un ancien trafiquant d'art kidnappe un professeur pour obtenir un tableau perdu de Léonard de Vinci.	21.10 FILM LE MYSTÈRE HENRI PICK Film. Comédie. Fra. 2018. Avec Fabrice Luchini, Camille Cottin. Un critique littéraire décide de mener l'enquête sur l'origine d'un manuscrit devenu un best-seller.	20.55 FILM LE PRISONNIER D'ALCATRAZ Film. Aventures. EU. 1962. Avec Burt Lancaster. Inédit. Devenu ornithologue en prison, un condamné apprend son transfert au pénitencier d'Alcatraz.	21.10 TÉLÉRÉALITÉ L'AMOUR EST DANS LE PRÉ Téléréalité. Présentation : Karine Le Marchand. Inédit. «L'amour est dans le pré» revient pour une 21^e saison plus touchante que jamais.
22.30 Hacks Série. Comédie. EU. Avec Jean Smart, Hannah Einbinder. 3 épisodes. Deborah va recevoir le trophée de l'humoriste la plus courageuse, tandis que l'actrice Ruby Rojas est la prochaine invitée de l'émission. 0.20 Couleurs locales 0.40 19h30	22.35 PMU 22.40 Zap RTS sport 22.45 La couleur de l'argent Film. Comédie dramatique. EU. 1986. VM. Réalisation : Martin Scorsese. 125. Avec Paul Newman, Tom Cruise. Un ancien joueur de billard professionnel apprend le métier à un jeune homme au talent prometteur 0.50 Couleurs locales	22.45 L'après-match 23.10 New York, unité spéciale Série. Policière. EU. Avec Mariska Hargitay, Ice-T. 3 épisodes. Les Vernon, un couple new-yorkais très aisé, reçoit chacun une clef USB avec une vidéo montrant un homme entrer chez eux et coucher avec Katharine Vernon.	23.35 La peste Série. Drame. Fra. Avec Frédéric Pierrot, Hugo Becker. 4 épisodes. En 2029 dans une ville du sud de la France est découvert un nouveau variant du bacille de la peste. Les autorités locales refusent de considérer la gravité de la situation. 3.15 Le combat d'Alice Film TV. Drame.	22.50 On n'oubliera pas - Beaune-la-Rolande 1942 Documentaire. Historique. Réal. : Jean Barat. Rien ne prédisposait une commune rurale du Loiret comme Beaune-la-Rolande à incarner le paroxysme de la Shoah en France. 23.45 Outremer.ledoc 0.45 La leçon de violon Film. Documentaire.	23.20 L'expérience Film. Thriller. All. 2002. Réalisation : Oliver Hirschbiegel. 2h00. Avec Christian Berkel, Moritz Bleibtreu. Afin d'étudier le comportement humain, un scientifique enferme vingt volontaires dans une prison 1.20 Des hommes et des girafes	23.15 L'amour vu du pré Téléréalité. Des agriculteurs emblématiques de «L'amour est dans le pré» nous ouvrent les portes de leur salon pour débriefer à chaud les aventures des petits nouveaux et partager leurs émotions. 0.05 L'amour est dans le pré Téléréalité. Présentation : Karine Le Marchand. 20 ans.

Le rappel du pape Léon XIV

France ► **Le Saint-Père a rappelé son opposition à l'aide à mourir et aux violences sexuelles.**

Le pape Léon XIV a rappelé très fermement hier son opposition à l'aide à mourir et exhorté les évêques français à «poursuivre» la lutte contre le «douloureux fléau» de la pédocriminalité dans l'Eglise. Il a été accueilli par une foule de pèlerins à Lourdes au troisième jour de sa visite en France. Après avoir attiré plus d'un million de personnes à Paris, Léon XIV a encore goûté à l'enthousiasme démonstratif de

quelque 150 000 pèlerins venus assister à une messe en plein air, au pied des Pyrénées. Au cours de ses différentes interventions, le pape a enfoncé le clou sur des thèmes – fin de vie, laïcité, école catholique – sur lesquels il avait déjà voulu faire passer un message vendredi devant le président français Emmanuel Macron. Après avoir déjà dénoncé à l'Elysée «l'offre d'une mort programmée», Léon XIV s'est montré particulièrement pugnace contre l'euthanasie, deux mois après l'adoption en France de la loi instaurant un droit à l'aide à mourir.

A Lourdes, il n'a pas esquivé le sujet des violences sexuelles au sein de l'Eglise, sur lequel il ne s'était pas encore exprimé depuis son arrivée et qui reste brûlant pour l'Eglise de France, cinq ans après le rapport choc qui avait estimé à 330 000 le nombre de victimes mineures en son sein depuis 1950. Le pape s'est ainsi recueilli devant la représentation de *L'Enfant qui pleure*, œuvre symbolisant les souffrances des victimes de violences sexuelles dans l'Eglise puis, appelé les évêques français à «poursuivre» leur action face au «fléau» des violences sexuelles. **ATS**

Série de meurtres inquiétante

Afrique du Sud ► La police sud-africaine a annoncé hier qu'un nouveau cadavre avait été découvert dans une municipalité à l'est de Johannesburg. C'est la onzième femme retrouvée morte dans cette zone en dix semaines. Huit des victimes ont été retrouvées ce mois-ci. La série de meurtres alarme un pays affichant l'un des taux d'homicides par habitant les plus élevés au monde. La plupart des victimes étaient âgées d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années. Certaines ont été retrouvées dévêtues, présentant des signes d'agression sexuelle. **ATS**

Une base aérienne visée

Royaume-Uni L La police britannique a déclaré hier un «incident majeur» et évacué des habitations à proximité d'une base militaire de l'ouest de l'Angleterre utilisée par l'armée de l'air américaine. Plusieurs hommes ont été arrêtés près de cette base aérienne, soupçonnés d'infractions à la législation sur les explosifs. Des démineurs examinaient encore hier soir plusieurs véhicules liés à cet incident près de la base de Fairford, où est stationnée une escadre américaine de soutien au combat. Pour l'opération, plus de 80 habitations à proximité ont été évacuées. «La cellule antiterroriste peut désormais confirmer qu'elle dirige

une enquête sur un incident survenu dans la nuit près de la base aérienne», a indiqué la police de Londres dans un communiqué à la mi-journée. Les forces de l'ordre ont reçu un appel dans la nuit de samedi à dimanche signalant «trois véhicules suspects qui semblaient se diriger vers la base aérienne», selon la police. **Des agents armés** sont intervenus et cinq hommes ont été interpellés sur des soupçons d'infractions liées à des explosifs. Ils ont ensuite été formellement arrêtés pour suspicion de «préparation d'un acte terroriste», précise la police. **ATS**

CISJORDANIE APPEL D'OFFRES REPOUSSÉ La justice israélienne a ordonné hier le report d'un mois de l'ouverture de l'appel d'offres pour un vaste projet décrié de colonisation en Cisjordanie occupée. Elle souhaite ainsi que le sujet ne perturbe pas les législatives prévues fin octobre. ATS	UKRAINE MOSCOU DÉTERMINÉ Des frappes russes contre l'Ukraine ont fait huit morts, a indiqué Kiev hier. Moscou a promis samedi de mener sa guerre à bien «peu importe les circonstances». Trois bombes aériennes russes ont tué deux personnes à Soumy (nord). ATS	LIBAN NASRALLAH COMMÉMORÉ Des milliers de partisans du Hezbollah pro-iranien ont afflué hier vers le mausolée de leur ancien chef Hassan Nasrallah. Ils ont commémoré son assassinat en 2024 par Israël, lors du précédent conflit dont le mouvement chiite est sorti affaibli. ATS	SOMALIE DES PIRATES S'ÉVADENT Une trentaine de pirates présumés, arrêtés vendredi par les autorités du Puntland, un Etat somalien, se sont évadés durant un transfert, ont indiqué hier à l'AFP quatre sources sécuritaires. Elles évoquent des soupçons de complicités policières. ATS	YÉMEN FRAPPES SUR UN MARCHÉ Des frappes menées sur un marché du sud-ouest du Yémen par l'Arabie saoudite, alliée du gouvernement yéménite, ont fait sept morts et 40 blessés. C'est ce qu'ont rapporté hier la télévision affiliée aux Houthis pro-iraniens et leur porte-parole militaire. ATS	THAÏLANDE BANGKOK SOUS LES EAUX D'importantes inondations à Bangkok poussaient hier des milliers d'habitants à se réfugier dans des centres d'accueil, tandis que d'autres se précipitaient pour acheter des provisions après plusieurs jours de fortes pluies qui ont submergé la ville. ATS
--	--	--	--	--	--

En Espagne, la colère monte face à la crise du logement. La pression sur le gouvernement s'accroît

Expulsée de chez elle à 87 ans

Madrid ► La question du logement revient en force au cœur du débat politique en Espagne, avec l'occupation par des manifestants d'une place de Madrid pour réclamer des mesures après l'expulsion d'une octogénaire. «Nous sommes tous Maricarmen», «Plus une seule Maricarmen»: sur l'emblématique Puerta del Sol, déjà occupée en 2011 par les Indignés protestant contre l'austérité et la corruption après la crise de 2008, les références à Maricarmen Abascal, 87 ans, sont partout. La semaine passée, les images de son expulsion ont fait l'effet d'un électrochoc dans le pays et remis la crise du logement sur le devant de la scène, à l'approche des élections législatives prévues en 2027. Depuis samedi soir dernier, plusieurs centaines de manifestants et de militants occupent une partie de la vaste place du centre ultra-touristique de Madrid, qui abrite aussi le siège de la région, pour dénoncer cette expulsion, et plus généralement réclamer davantage de droits pour les locataires.

«Première nécessité» «Nous allons donner vie à tout cela (le campement, ndlr) (...) afin que le logement cesse d'être un bien de marché pour devenir un bien de première nécessité», a lancé hier matin l'un des organisateurs du mouvement, mégaphone à la main, au milieu des tentes où de nombreux militants ont passé la nuit. «Nous n'en pouvons plus. Soit le système de location s'effondre, soit le gouvernement tombe», a résumé sur X le syndicat des locataires espagnols, qui avait appelé la population à



Des milliers de personnes ont manifesté à Madrid en soutien à une octogénaire expulsée de chez elle. KEYSTONE

se joindre au campement «spontanément» installé Puerta del Sol, après une manifestation ayant réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes samedi. «Cela a été une nuit tranquille, pleine d'espoir», résume Sergio, 28 ans, employé d'une ONG. «On restera le temps qu'il faudra. Pendant qu'on s'organise, l'eau continue de monter, et on en a déjà jusqu'au cou», conclut-il pour résumer l'urgence à ses yeux de la situation.

«Le gouvernement travaille d'arrache-pied pour présenter un décret sur le logement»

Pedro Sanchez

Maricarmen Abascal, devenue un symbole de la crise du logement en Espagne, avait exhorté les Espagnols à se joindre au combat dans un message vidéo publié en ligne quelques heures avant la manifestation de samedi. «Maricarmen a fait une vidéo et a demandé au gouvernement, et en particulier à moi, que nous présentions un décret-loi royal pour commencer à alléger la situation d'urgence en matière de logement que

vivent des millions et des millions d'Espagnols», lui a répondu le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, lors d'un meeting organisé par le Parti socialiste en vue des prochaines élections municipales et régionales, elles aussi prévues en 2027. «Maricarmen, j'ai un message pour toi. Le gouvernement travaille d'arrache-pied pour présenter ce mardi le décret-loi royal sur le logement. Et je demande aux groupes parlemen-

taires de faire un dernier effort pour qu'il soit validé au Parlement national», a-t-il poursuivi, fustigeant à plusieurs reprises la politique menée par le Parti populaire de droite, qui contrôle la mairie et la région de Madrid. **Loyers doublés** M^{me} Abascal a été contrainte de quitter l'appartement où elle vivait depuis 70 ans après qu'une société immobilière a racheté le bien et augmenté le loyer de 275%, le portant à 2650 euros par mois, selon le syndicat. Le cas de cette octogénaire illustre de façon brutale la crise du logement qui frappe l'Espagne, où les locations touristiques de courte durée, comme Airbnb, et les «fonds vautours» sont accusés de faire flamber les prix et de réduire l'offre. En dix ans, le prix moyen du mètre carré à la location dans le pays a presque doublé, atteignant 15,1 euros le mètre carré en août. A l'achat, il s'établit désormais à 2355 euros, une hausse de plus de 50% sur la même période. Madrid concentre tout particulièrement ces tensions: placée en 2025 et 2026 en tête de son classement mondial des villes prisées pour l'immobilier de luxe par le réseau Barnes, la capitale espagnole a un parc social si restreint que certains appartements sociaux sont attribués par loterie. Lors du prochain Conseil des ministres, le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez devrait approuver un train de mesures surnommé le «décret Maricarmen» mais il n'est pas certain que ces mesures soient adoptées par le parlement. Un projet de loi similaire avait été rejeté plus tôt cette année. **ATS/AFP**

INVITÉ·ES

«Trump entre dans l'étape du bunker»

Autoritarisme ► Face aux dérives autoritaires qui menacent les démocraties, l'historienne étasunienne Ruth Ben-Ghiat, bientôt à Genève, expose la fragilité paradoxale des «hommes forts». Dans un entretien avec le magazine *Campus*, elle décrypte le mécanisme d'un syndrome autocratique et d'un isolement paranoïaque qui poussent au déclin.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTON VOS*

Spécialiste du fascisme et des dirigeants autoritaires, Ruth Ben-Ghiat, professeure à l'Université de New York, sera de passage à Genève le 9 octobre pour recevoir le titre de docteur honoris causa de l'Université de Genève. Son dernier ouvrage, *Strongmen: Mussolini to the present*, examine la manière dont les régimes autoritaires utilisent la propagande, la virilité, la corruption et la violence pour se maintenir au pouvoir et la façon de les combattre. Entretien.

Alors que les régimes autoritaires progressent au point de gouverner près de 70% de la population mondiale¹, vous constatez qu'une vulnérabilité critique se dessine pourtant pour ces systèmes. Laquelle?
Ruth Ben-Ghiat: Nombre de ces dirigeants autoritaires ne sont plus tout jeunes, à l'image de Vladimir Poutine, de Donald Trump ou encore de Xi Jinping. Et aucun d'entre eux n'aime parler de succession. Cela affaiblit le culte de la personnalité. L'autoritarisme, sous cette forme, n'est donc pas viable. Ces systèmes sont peut-être à leur apogée et nous pourrions bientôt assister à une crise de l'autoritarisme, quand ces dirigeants seront trop âgés pour gouverner.

Quels sont les signes d'une démocratie qui commence à glisser vers un régime autoritaire?
L'objectif d'un dirigeant autoritaire est d'accumuler assez de pouvoir pour se mettre en sécurité et pour s'enrichir personnellement, ce qui commence souvent par la mainmise sur le Département de la justice. Les autres signes incluent la délégitimation des élections quand elles ne sont pas favorables, le contrôle des médias pour semer le doute et, en cas de défaite, le refus de quitter le pouvoir. Cela peut passer par la violence et une tentative de coup d'Etat, comme l'ont fait l'ancien président du Brésil Jair Bolsonaro et Donald Trump.

Quelle est la différence entre l'attaque du Capitole du 6 janvier 2020 et la tentative de coup d'Etat de Jair Bolsonaro?
Le Brésil a l'avantage» d'avoir souffert d'une dictature militaire sanglante instaurée par un coup d'Etat en 1964. Alors quand Jair Bolsonaro, après avoir perdu les élections en 2023, a essayé de commettre son propre coup de force, la population et les institutions savaient exactement ce qui était en jeu et ne voulaient manifestement pas que l'histoire se répète. Arrêté et jugé, Jair Bolsonaro est désormais en prison. Aux États-Unis, cela ne s'est pas du tout passé ainsi. Pourtant, Donald Trump a menacé des responsables des élections dans l'Etat de Géorgie pour qu'ils changent les résultats des urnes, il a incité à l'assaut du Capitole, il a sorti toute la panoplie de l'apprenti dictateur pour rester au pouvoir. Et, malgré tout, il a pu se représenter aux élections suivantes et les gagner, grâce au soutien du Parti républicain. Il se retrouve à la Maison-Blanche au lieu d'être en prison. Parce que les électeurs américains ont, dans leur majorité, estimé que ses agissements n'étaient pas si graves. Cet épisode entrera dans les livres d'histoire comme une *petite mort* de la démocratie américaine.



Les Etats-Unis sont-ils devenus un pays fasciste?
Non. Il peut être agréable de traiter les Etats-Unis de fascistes mais il y a une grande différence entre ce pays, où les citoyen·nes conservent leurs droits fondamentaux, et de véritables Etats totalitaires, comme la Chine ou la Russie. Il est vrai que Donald Trump et beaucoup de personnalités de son entourage s'inspirent du fascisme. L'oligarchie soutient Donald Trump et le camp présidentiel tente de capturer des grandes chaînes câblées ou des groupes de médias. Le géant du divertissement Paramount Skydance, dirigé par un proche allié de Donald Trump, a dernièrement racheté Warner Bros Discovery, maison mère de CNN.

Tout cela est vrai mais ne signifie pas encore qu'en tant qu'Américaine, je vis dans un Etat fasciste. Le multipartisme existe toujours, la presse et les citoyens peuvent toujours s'exprimer librement et, en même temps, de nouvelles formes de médias indépendants se développent, à l'image de Substack (plateforme en ligne). Il est impossible de faire taire toutes les voix discordantes, à moins de disposer des moyens d'un régime dictatorial comme celui de la Corée du Nord.

Les institutions américaines pourront-elles résister à Donald Trump?
Le gouvernement et la gouvernance américains ont subi des dommages immenses. Les institutions gouvernementales ont été vidées de leur substance, voire détruites à une vitesse fulgurante, notamment avec l'aide d'Elon Musk, qui a été une sorte de vice-président lorsqu'il était à la tête du Doge (Département de l'efficacité gouvernementale). Cette structure a licencié plus de 350 000 employé·es en dix-huit mois d'existence. Aucun autre pays où sévit un dirigeant autoritaire dans le monde n'en a fait autant.

Heureusement, le pouvoir judiciaire résiste toujours, bien que Donald Trump ait essayé d'en faire un outil au service de ses intérêts personnels. De nombreux juges à travers le pays, même ceux nommés par le président, se retournent

contre lui et refusent ses ordres. La résistance s'organise aussi dans la rue. La dernière manifestation² en date a rassemblé 8 millions de personnes à travers le pays mais de manière très décentralisée, ce qui est assez logique compte tenu de la grande autonomie dont jouissent les Etats. Je suis convaincue que la résistance émergera de communautés plus locales, à l'image de ce qui s'est passé à Minneapolis en 2025. Les habitant·es y ont spontanément porté assistance aux personnes aux prises avec les agents d'ICE (l'agence fédérale de la police de l'immigration), les ont cachées, leur ont offert à boire, à manger et leur ont même donné de l'argent. Cet épisode permet d'entrevoir à quoi pourrait ressembler la résistance non violente dans le futur.

En attendant, les Américain·es ont réélu Donald Trump en connaissance de cause. Serait-ce l'expression d'une volonté inavouée de vivre sous un régime autoritaire?
Cela fait maintenant dix ans que Donald Trump s'échine à endoctriner les Américain·es. Il essaye de les reconditionner émotionnellement. J'ai compilé une longue liste de déclarations de sa part visant à torpiller l'empathie et la gentillesse. Durant la campagne de 2016, il a déclaré que «le problème, c'est que les gens ne veulent plus se faire du mal les uns les autres». Il essaye ainsi de faire croire qu'une gouvernance de type autoritaire serait meilleure pour le pays. Il n'arrête pas de complimenter des autocrates étrangers comme Poutine, Xi Jinping et Kim Jong-un. Il promet bien sûr la théorie du grand remplacement, tout en faisant croire à sa population que la démocratie est un échec économique, social et politique. Il le fait dans le but d'instaurer un Etat dominé par des mâles chrétiens et blancs.

Donald Trump est, selon moi, un des propagandistes les plus efficaces de l'histoire. Certes, il est vieux et dit des choses insensées. Mais en réalité, il revient toujours à ses arguments. Et c'est tout de même dans le contexte d'un Etat libre avec une presse libre qu'il a réussi, notamment grâce aux

réseaux sociaux qui permettent une propagande massive touchant tous les secteurs de la société, à convaincre des dizaines de millions de personnes de croire à ses mensonges, dont celui qui affirme qu'il a remporté les élections de 2020 et que Joe Biden était illégitime. Les gens l'ont sincèrement cru. C'est du jamais-vu. Les sondages montrent que les Américain·es sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux qu'il y a dix ans à penser qu'un «homme fort» serait plus adéquat pour diriger le pays et que la violence devrait être utilisée pour résoudre des problèmes sociaux.

Les hommes forts ne sont-ils pas en réalité des hommes faibles, tant il est vrai que leur fin est rarement heureuse...
Le secret de l'homme fort, c'est qu'il est faible, peu sûr de lui et qu'il vit dans la peur d'être assassiné. Quand cette paranoïa s'aggrave et que son comportement s'extrémise, il entre dans ce que j'appelle l'«étape du bunker», un renfermement dans un cocon où il se sent en sécurité. Le *Washington Post* a récemment réalisé une enquête sur les discours que Donald Trump a tenus durant le mois de juin dernier. Il en ressort que ce dont il parle le plus souvent, alors qu'on est en pleine guerre contre l'Iran, c'est de la salle de bal qu'il fait construire à la place de l'aile est de la Maison-Blanche. Cette salle de bal représente son ego, son *safe space*, l'endroit où tout le monde l'acclame et où les riches donateurs ouvrent leur portefeuille et trinquent à sa santé.

Mais il parle aussi du bunker situé en-dessous, qu'il est en train de rénover et qu'il aimerait percer d'ouvertures pour des snipers chargés de le défendre. Peut-on encore douter qu'il soit – littéralement – entré dans l'étape du bunker? D'autant plus que, ces derniers mois, sa paranoïa s'accroît. Quelques jours après l'assassinat du Guide suprême d'Iran, l'Ayatollah Ali Khamenei, par l'armée américaine, Donald Trump a déclaré sur la chaîne ABC: «Je l'ai eu avant qu'il ne m'ait. Ils ont essayé deux fois... mais je l'ai eu en premier.» En juillet, il a menacé de «détruire complètement» l'Iran en cas de tentative

d'assassinat contre lui, affirmant que «1000 missiles» étaient prêts à frapper la République islamique.

Etes-vous inquiète pour les élections législatives de mi-mandat cet automne ou les présidentielles dans deux ans?
Donald Trump vit ce que j'appelle un «retour de flamme autocratique». Je constate qu'il s'est enfoncé dans son syndrome autocratique consistant à s'entourer de flagorneurs qui ne lui disent jamais la vérité et moins encore ne le critiquent. Par conséquent, il fait des choses stupides. Ses taxes à l'importation qui mettent l'économie nationale en difficulté n'en sont qu'un exemple. Il est facilement manipulable par des dirigeants étrangers comme Vladimir Poutine et Benjamin Netanyahu qui a réussi à le convaincre de partir en guerre contre l'Iran. Il est au plus bas dans les sondages et sa cote va probablement continuer à baisser car il ne se remettra jamais en cause. Il double plutôt la mise.

Il est donc à craindre qu'il tente de mauvais coups aux élections de mi-mandat (l'intimidation des électeurs avec l'aide des agents d'ICE, de la Garde nationale ou encore de milices, contestation des résultats, etc.). Mais je crois que la population a gagné en sagesse. Même ceux qui ont soutenu Donald Trump se réveillent. Ils et elles se rendent compte qu'il ne leur a pas dit la vérité. Tout au long de l'année, les démocrates ont remporté des victoires dans des Etats dominés par le Parti républicain. S'ils reprennent la Chambre des représentants, cela affaiblira davantage encore le président.

Y a-t-il des démocraties qui ont réussi à résister au glissement autoritaire?
En Hongrie, Viktor Orbán est resté au pouvoir durant seize ans. Sa famille et ses amis sont devenus immensément riches grâce à la corruption tandis que le pays s'est appauvri. Toutes les conditions étaient réunies pour qu'émerge une résistance, incarnée par Péter Magyar. Mais pour réussir sa campagne, il lui a fallu contourner les médias infodés au gouvernement. C'est pourquoi il s'est lancé dans la «Marche d'un million de pas». Durant deux ans, il s'est rendu en personne dans pratiquement toutes les paroisses, les petites et les moyennes villes, pour se présenter individuellement aux gens. Le résultat? La carte des endroits qu'il a visités et celle des électeurs d'Orbán qui ont changé d'avis et voté pour Magyar sont identiques. C'est la recette du succès.

Face aux réseaux sociaux et, plus récemment, à l'intelligence artificielle, qui ont rendu la vérité incertaine, les gens ne savent plus à qui ni à quoi se fier. Ils sont saturés par un flot incessant d'informations et une multitude de voix. C'est pourquoi je crois que nous assistons, face au numérique, à un retour à l'analogique. Les gens veulent pouvoir faire confiance à quelqu'un en personne. I

* Cet entretien est une version resserrée de l'interview originale parue dans *Campus* n°166 (septembre 2026), le magazine de l'Unige.

¹ Selon une estimation de l'ONG étasunienne Freedom House citée en cours d'entretien par l'historienne.

² Référence aux manifestations «No Kings» du 28 mars 2026, ayant réuni 8 millions de personnes dans 3300 villes étasuniennes contre les dérives de l'administration fédérale, ndlr.

CONVOIS FUNÈBRES

Lundi 28 septembre

JURA
Philippe Eggenschwiler, Boécourt.
Frère Marie-Bernard Farine,
Delémont. Paulette Fleury,
Courtételle. Bernard Montavon,
Moutier. Brigitte Possin-Dobler,
Porrentruy.
VALAIS

Stéphane Pfammatter, Sierre, la
cérémonie funéraire a eu lieu dans
l'intimité.
GENÈVE

Pierre Bernard Chollet, décédé à l'âge
de 84 ans, la cérémonie des adieux a
eu lieu dans l'intimité familiale. Joël
Paye, la cérémonie d'adieux a eu lieu
le 23 septembre. Willy Seidl, la
cérémonie d'adieu a eu lieu dans
l'intimité. Viviane Tinguely, Genève,
la cérémonie funéraire s'est déroulée
le 25 septembre. Josiane Urscheler,
née Robert, décédée le 16 septembre
à l'âge de 95 ans, Plan-les-Ouates, la
cérémonie funéraire a eu lieu dans
l'intimité.

VAUD
Ingrid Axler Birnbaum, décédée à
l'âge de 79 ans, cérémonie d'adieu à
13h30 au temple de Clarens.
Massimo Coronato, décédé à 72 ans
le 22 septembre, la cérémonie
d'adieu s'est déroulée le 25
septembre. Leonardo Danese, décédé
à l'âge de 75 ans le 20 septembre, la
cérémonie a eu lieu le 24 septembre
à Oron-la-Ville. Cécile Lambert, née
Bochuz, décédée le 21 septembre à
l'âge de 91 ans, Leysin. Pierre-André
Larpin, recueillement à 15h au Centre
funéraire de Montoie, en la chapelle
B, à Lausanne. Olivier Macheret dit le
Grand, décédé à l'âge de 86 ans, la
cérémonie a eu lieu au temple de
Sainte-Croix (VD) le 24 septembre.
Donald Rochat, L'Abbaye, l'ensevelis-

sement a eu lieu le 15 septembre.
Peter Röthlisberger, décédé à 86 ans,
cérémonie au temple de Grandvaux à
14h.

NEUCHÂTEL
Olivier Grasset, Neuchâtel. Henry
Daniel William Robert-Charrue,
Auvernier. Emilio Vitulli, La Chaux-de-
Fonds.

Mardi 29 septembre

VALAIS
Janine Bronchain, Sion. Raphaël
Jordan, Sion.

VAUD
Edgar Girardet, décédé le 22
septembre à l'âge de 72 ans,
cérémonie d'adieu à 14h au temple
des Croisettes, à Epalinges, suivie des
honneurs. Cecilia Harris, Vevey.
Danielle Kaufmann, née Imboden,
moment de recueillement au Centre
oecuménique Vassin de La Tour-de-
Peilz à 15h.

GENÈVE
Renate Rudge, décédée à l'âge de 80
ans, cérémonie à 14h30 en la
chapelle de la Cluse (Murith) 89
boulevard de la Cluse, à Genève.

Mercredi 30 septembre

GENÈVE
Christa Bohnenblust, cérémonie
religieuse à 10h30 au temple de
Cologny; l'inhumation suivra au
cimetière de Cologny. Annelise
Lebedeff, née Gasser, décédée à 99
ans, la cérémonie d'adieu a eu lieu
dans l'intimité le 23 septembre.
VAUD
Françoise Brunschwig, décédée à 82
ans, hommage à 10h à la chapelle du
Centre funéraire de Vevey.

AGENDA CULTURE

ÉVÉNEMENTS
GENÈVE

OBSERVATOIRES, CARTE BLANCHE
À JOHN ARMLEDER Exposition.
Du 29 janvier au 25 octobre. Visites
commentées le jeudi 1er octobre.
MAH Musée d'art et d'histoire, 6 rue Charles-
Galland / mahmah.ch

LE VERRE, AU-DELÀ DE LA MATIÈRE,
LES COLLECTIONS DU CIRVA.
Exposition. Jusqu'au 3 janvier 2027.
MARIE DUCATÉ, SIMULTANÉS.
Exposition. Jusqu'au 29 novembre.
TENDER BUTTONS. Exposition.
Jusqu'au 4 novembre.

Musée Ariana, avenue de la Paix
SYLVIA SLEIGH. Exposition.
Jusqu'au 25 octobre.
Musée Rath, place de Neuve

PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION
LEURS CULTURES, NOS RACINES –
PORTRAITS DE FEMMES EN TERRE
GENEVOISE. Dans le cadre de Festi
Terroir. Du 2 septembre à la mi-octobre
– Exposition en accès libre sur la butte
de l'Observatoire, sur le site accueillant
également Légumes en Ville.
Parc des Bastions

EL TALLER DE LA FRAGILIDAD,
MARISA CORNEJO. Exposition. Du 4
septembre au 10 octobre.
Halle Nord pl. de l'Ile

ITINÉRAIRE MÉMORIEL, HISTORIQUE
ET ARTISTIQUE, NOUS SAISONNIERS,
SAISONNIÈRES... Jeudi 1er octobre
18h-19h30.
Place du Reculet 3 (rdv)

VAUD
BEX & ARTS 2026. Exposition
triennale d'art contemporain. Du mardi
au dimanche de 10h à 18h30. Jusqu'au
3 octobre.
Bex, Parc Szilassy bexarts.ch

SUR LES TRACES DE LA CENTRALE
SANITAIRE SUISSE ROMANDE.
Exposition. Du 7 au 30 septembre.
Lausanne. Pôle Sud, av. Mercier polesud.ch

LES VAUDOISERIES. Exposition.
Les 2 et 3 octobre. Scène vivante de la
création vaudoise.
Lausanne dans le centre-ville

VALAIS
TOURS ET DÉTOURS, PHOTOGRA-
PHIES DE BERNARD DUBUIS.
Du 12 juin au 27 mars 2027.
Exposition.
Martigny, Médiathèque Valais, 15 avenue de la
Gare

THÉÂTRE
GENÈVE
ONCLE VANIA. D'Anton Tchékhov. Du
15 septembre au 11 octobre. Traduction
française, Arthur Adamov. Mise en
scène, Françoise Courvoisier.
Carouge, Les Amis musique théâtre place du
Temple lesamismusicuethatre.ch

VOUS AVEZ LES MÊMES EN 38 ? ma
29 sep 19h, me 30 sept 19h, je 1^{er} oct
19h. Ve 2 oct 20h, sa 3 oct 19h, di 4 oct
18h, ma 6 oct 19h. Me 7 oct 19h.
Le Poche, rue Marcelle-de-Kenzac, Vieille-Ville
poche.ch 022 310 37 59 billetterie@lepoche.ch

DIRE ADIEU, DE VALÉRIE POIRIER. Du
22 septembre au 4 octobre. Du ma au
je 20h, ve et sa 19h, di 18h, relâche les
lundis. Dès 12 ans.

Le Galpon, route des Péniches galpon.ch

WAKAT FESTIVAL. Du 1er au 3 octobre.
Musique, danse, théâtre, rencontres et
ateliers participatifs autour des valeurs
de diversité culturelle, de partage et de
vivre-ensemble.

Temple des Pâquis
LE TRUC SUR LE FEU. Du 24
septembre au 4 octobre. Jeudi 1er
octobre 19h. Vendredi 2 octobre 19h.
Samedi 3 octobre 19h. Dimanche 4
octobre 17h.
TMG Théâtre des Marionnettes de Genève, 3 rue
Rodo marionnettes.ch

VAUD
AU CREUX DE L'OREILLE. Théâtre
musical jeune public dès 2 ans.
Mercredi 30 septembre, à 16h. Samedi
3 octobre, à 11h et 16h.
Vevey, Théâtre Le Reflet reflet.ch

AUTOUR DU FEU. Représentations
publiques mercredi 30 septembre 15h,
samedi 3 octobre 14h 17h, dimanche 4
octobre 11h 15h, mercredi 7 octobre
15h, samedi 10 octobre 14h 17h,
dimanche 11 octobre 11h 15h.
Lausanne, Le Petit Théâtre 12, pl. de la
Cathédrale lepetittheatre.ch

MUSIQUES
GENÈVE

YOUNGBLOOD BRASS BAND
(WISCONSIN, USA). Jeudi 1er octobre.
Précédé de La Revuelta Orquesta,
ensemble latin genevois.

Ptr

VAUD
UME DUO. Lundi 5 octobre à 19h.
Premier concert de la saison 2026-
2027 - 70 ans de la SMC. Karolina
Öhman violoncelle, Erika Öhman
percussions. Programme: Nordic
Currents, compositeurs et compositrices
de Suède.
Lausanne, HEMU Utopia 1, rue de la Grotte 2

CONFÉRENCES
GENÈVE

CONSTRUIRE ET MAINTENIR UN
GROUPE-CLASSE AUQUEL CHACUN-E
SE SENT APPARTENIR. Mardi 29
septembre 18h-21h entrée libre.
Uni Mail salle MR 070 (bd Carl-Vogt)

LES TOXIQUES SONT-ILS LES ARMES
IDÉALES POUR COMMETTRE LE
CRIME PARFAIT ? Lundi 28 septembre
à 18h30, conférence de Marc
Augsburger.
Institut National Genevois, rue Bartoloni, Les
Salons

VAUD
LE TRUMPISME 2.0, UN BILAN DE LA
RÉGRESSION A LA VEILLE DES
«MIDTERMS». Mercredi 30 septembre
à 20h, conférence-débat. Avec Maya
Kandel, chercheuse associée à
l'Université Sorbonne Nouvelle, autrice
de l'essai «Une première histoire du
trumpisme». Org.: Cercle de débats
Rosa Luxemburg en partenariat avec
«Le Courrier».
Lausanne, Maison du Peuple

MOTS CROISÉS

N° 1432

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

1. Pistolet automatique. 2. Allongé. Terre ceinte. 3. Feuille de tabac. Double
point. 4. Rivière d'Alsace. Petit de la vache. 5. Petites métairies. 6. Gros
poisson d'eau douce. Objet de ruée. 7. Complexé. Envoya ad patres. 8.
Principe suprême. Graisse sous la peau du cochon. 9. Affluent du Danube.
Terme de politesse. 10. Ramènes au calme.

VERTICALEMENT

1. Aller vers la fin. 2. Un grand coin de paradis. Héroïne de Zola. 3. Fromages.
4. Onagre quand il est sauvage. Singe. Sa Sainteté. 5. Neuvième art. Parole
de Dieu. 6. Muse de la Musique. Petit monsieur. 7. Ligne de front. Général
sudiste. 8. Mesure terrestre ou marine. Arrosee Millau. 9. Aile motorisée. Point
d'eau. 10. Orifice de canal. Plante crucifère.

SOLUTIONS DU N° 1431

HORIZONTALEMENT ► 1. Pantagruel. 2. Agouti. Bru. 3. Reste. Mers.
4. An. Ulve. Aa. 5. Ccp. Iode. 6. Hergé. Ixia. 7. Irriter. 8. Tome. Nérac.
9. Elever. Cia. 10. Rase. Ilets.

VERTICALEMENT ► 1. Parachuter. 2. Agence. Ola. 3. Nos. Primes.
4. Tutu. Grève. 5. Atelier. 6. Gi. Vo. Inri. 7. Médité. 8. Ube. Exercé. 9.
Erra. Irait. 10. Lusaka. Cas.

MÉTÉO

Prévisions pour la Suisse romande et le Valais

Lundi: Bien ensoleillé et très chaud pour la saison, quelques voiles nuageux
s'étendant à partir de l'ouest en cours de journée. En plaine, minimum 9 à 15
°C ; maximum 24 à 28 °C. En montagne, faible vent de secteur sud. Isotherme
du 0 °C vers 4000 m. Mardi: Assez ensoleillé avec des voiles nuageux par
moments denses, toujours très chaud pour la saison. En plaine, minimum 11 à
16 °C ; maximum 24 à 28 °C. En montagne, faible vent de secteur sud. Isotherme
du 0 °C vers 3900 m. Mercredi: Assez ensoleillé avec des voiles nuageux par
moments denses, surtout en deuxième partie de journée, toujours très chaud
pour la saison. Maximum 26 °C. Jeudi: Souvent nuageux avec quelques
précipitations s'étendant à partir de l'ouest en cours de journée. En plaine,
précipitations probablement seulement faibles. Maximum 22 °C. MÉTÉOSUISSE



LE COURRIER

Administration et rédaction à Genève:
18, avenue de la Jonction,
Case postale 112, 1211 Genève 8
Réd. 022 809 55 66
Adm. 022 809 55 55
Bureau vaudois:
1, place Grand Saint-Jean,
CP 6772, 1002 Lausanne
vaud@lecourrier.ch
www.lecourrier.ch
Abonnements: abo@lecourrier.ch
Rédaction: redaction@lecourrier.ch
Lecteurs-trices: malettre@lecourrier.ch

Comité de rédaction: Philippe Bach,
Nathalie Gerber McCrae, Roderic Mounir,
Christophe Koessler
Genève: Maria Pineiro, Maude Jaquet,
Marc Lalive d'Epinay, Laura Morales
Vaud: Gilles Labarthe,
Achille Karangwa.
Neuchâtel: Julie Jeannet.
Solidarité: Christophe Koessler,
Guy Zurkinden.
Suisse: Sophie Dupont.
Culture:
Samuel Schellenberg (responsable),
Anne Pitteloud, Roderic Mounir,
Mathieu Loewer, Cécile Dalla Torre.

Religions, Egalité:
Dominique Hartmann.
Contrechamp et Regards:
Corinne Aublanc.
Photographe: Jean-Patrick Di Silvestro
Edition, images: Laurent Héritier,
Jérôme Rivollet, Jérôme Massard,
Alexandre Smirnov.
Montage, graphisme:
Franklin Wicht (responsable),
Quentin Coet, Mélanie Zufferey.
Secrétaire de la rédaction:
Marc-Olivier Parlatano.
On nous écrit: Marilisa Copetti.
Editeur: Nouvelle Association
du Courrier (NAC), Genève.
Président: Michel Jeanneret.
Collaboration rédactionnelle avec:
La Liberté, Reporterre, Le Monde
diplomatique et WochenZeitung.
Abonnements: Intégral: 460.- / Abo
Combi: 380.- / Web: 299.- / Week-end:
190.- / Essai Papier 2 mois: 39.-
Dons: CCP 12-1254-9
Imprimeur: Atar Roto Presse, Genève.
Tirage contrôlé REMP 2024: 6226.
Le Courrier compte près de
19000 lecteurs et paraît le vendredi
à env. 7500 exemplaires.

PARTENARIAT

Offre à nos lecteur·rices

les Inoubliables

Festival du 7 au 16 octobre 2026

AMITIÉS & COMPOSITRICES

Valerie Eickhoff & Elenora Pertz, Vanessa Wagner

13 octobre, 20h • Les Salons, Genève

Invitations à gagner au 078 315 07 34 dès 14h

PARTENARIAT

Offre à nos lecteur·rices

1⇒10 OCTOBRE 2026

À GENÈVE, LE MEILLEUR DU CINÉMA D'ANIMATION ACTUEL

WWW.ANIMATO.U.COM

Invitations pour les projections à l'Alhambra du 1 -> 3 oct.
ou pour la soirée «Doc'Anim» du dimanche 4 oct. à 18h
Appelez le 078 315 07 34 dès 14h

Sur les réseaux sociaux, les pubs de Temu, Zalando et Decathlon sexualisent le corps des femmes

Des publicités sexualisantes

GEOFFROY BRÄNDLIN

Marketing ► Des gros plans sur des fesses galbées, sur la poitrine ou sur l'entrejambe de femmes. Avec des photographies ou des vidéos au ralenti, Zalando, Temu et Decathlon ont récemment fait le choix de sexualiser – à différentes intensités – leurs modèles dans de nouvelles publicités sur les réseaux sociaux. Le tout en pleine période de remise en question médiatique de la sexualisation du corps des femmes (lire ci-dessous).

Si l'esthétique des campagnes de Zalando et Decathlon trouve son pendant dans le contenu de certaines influenceuses mainstream, chez Temu, elle flirte avec celle des contenus promotionnels de créatrices de contenus érotiques. Des femmes y sont par exemple montrées penchées en avant de manière exagérée ou accroupies de dos dans des poses suggestives.



«Ces images alimentent l'idée que le corps de la femme doit être tout le temps à disposition pour être désiré et consommé»

Kaziwa Raim-Rotzetter

Quelle mouche a donc piqué ces marques? Contactées pour expliquer la démarche de leur entreprise, Temu et Zalando ont répondu par écrit. Notre demande à Decathlon est restée lettre morte.

«Les publicités en question sont générées de manière automatique», révèle le service presse de la plateforme en ligne Temu, connue pour son assortiment fast fashion bon marché. «Les produits qui y apparaissent sont sélectionnés en fonction du comportement et des centres d'intérêt de l'utilisateur. Les visuels sont fournis par des vendeurs tiers et choisis automatiquement dans un catalogue de produits.»

Selon son porte-parole, ils ne seraient pas problématiques. «Ils respectent les règles de mise en vente de notre plateforme», estime-t-il, ajoutant néanmoins les avoir, à la suite de nos questions, «retirés de nos flux publicitaires, dans l'attente d'un examen complémentaire».

Zalando estime quant à elle que les zooms sur les parties intimes de ses modèles mettent uniquement en avant les produits proposés. «Dans la catégo-



L'intensité des images est très variable, mais la stratégie pourrait être la même. UNSPLASH/ CAPTURES D'ÉCRAN/ PHOTOMONTAGE LIB

rie des vêtements de sport, les gros plans sont courants afin de mettre en valeur les caractéristiques fonctionnelles des produits, telles que la coupe, l'emplacement des coutures et la texture des matières. Les images en question ont été fournies par notre marque partenaire, Smilodox, et sont pleinement conformes à nos normes.»

Culture néfaste

Des standards acceptables? D'un interlocuteur à l'autre, les avis diffèrent, selon la fonction et le genre.

Kaziwa Raim-Rotzetter, spécialiste en discriminations multiples et fondatrice de l'associa-

tion L'InConfortable, a choisi son camp. La militante fribourgeoise sensibilise et outille des structures contre les discriminations, notamment raciales et sexistes. «Que ce soit chez Temu, Decathlon ou Zalando, quasiment toutes ces images instrumentalisent le corps de la femme dans l'objectif de vendre. Le sport agit comme un prétexte pour susciter le désir. Certains visuels affichent des normes esthétiques proches de celles de l'industrie pornographique.»

Morgane Jomini, assistante diplômée et doctorante en sociologie à l'Université de Fribourg, observe quant à elle que «ces images montrent des poses

cambrées, immobiles, assises et presque jamais des gestes. Le cadrage supprime fréquemment la tête et les vêtements y sont photographiés dans des postures qui rendent le sport difficilement imaginable. Lorsque certaines parties du corps sont détachées du reste et associées à des imaginaires sexualisés, nous pouvons parler de fétichisation.» Et d'ajouter: «Même le vêtement, dont certaines coutures modèlent l'apparence du fessier et créent visuellement du volume, semble privilégier le rendu visuel et la désirabilité du corps à la fonction sportive», constate la chercheuse, qui étudie les processus de discrimination liés au

genre, à la sexualité et à la racisation. Ces publicités participeraient, selon elle, à la construction d'un idéal corporel unique: jeune, mince, glabre, valide.

Ce type de représentations ne seraient effectivement pas sans danger, appuie Kaziwa Raim-Rotzetter. «Elles alimentent chez les hommes l'idée que le corps de la femme doit être tout le temps à disposition pour être désiré et consommé. Parallèlement, elles imposent aux femmes une comparaison désagréable avec un corps valorisé socialement, mince et avec des formes généreuses très éloignées de la diversité esthétique de corps fonctionnels et sportifs», prévient

la Fribourgeoise, qui suspecte que les marques en question utilisent ces visuels pour attirer les hommes sur leur site afin de leur vendre d'autres produits.

L'IA n'arrange rien

Et l'esthétique en question n'est pas près de disparaître. Elle serait privilégiée par l'intelligence artificielle qui a été utilisée dans certaines de ces campagnes. «Il est possible que Temu utilise Meta Advantage+ pour générer des images et promouvoir rapidement et à bas coût de très nombreux produits», avance Ludovic Chenaux, fondateur et dirigeant de l'agence publicitaire Up to you spécialisée dans les réseaux sociaux.

«Cet outil peut être un allié précieux si un contrôle humain subsiste. Mais, dans le cas de Temu, je doute qu'une surveillance ait été effectuée. L'IA se concentre sur une seule mission: générer une campagne qui attirera un maximum de clics, de likes et de commentaires. Elle ne se demande pas si certains visuels sont dégradants. Si une femme qui se penche et montre ses fesses fait cliquer, elle proposera de plus en plus de telles images.»

C'est pour cette raison qu'Up to you encadre clairement son utilisation d'intelligences artificielles. «Ce n'est un secret pour personne: 70% des marketeurs ont recours à l'IA, nous y comprenons. Mais chez Up to you, elle optimise seulement la diffusion des campagnes et ne génère pas des visuels promotionnels. De mauvaises illustrations peuvent avoir des conséquences durables sur l'image de la marque, entamer la confiance et donc la fidélité des consommateurs.» I

Le corps au cœur du combat

Des règles anti-sexualisation aux pubs aguicheuses, l'image des sportives balance entre progrès et retour de bâton.

L'année 2026 est-elle l'année du changement pour la médiatisation et la commercialisation du corps des femmes? En juin, en amont des championnats d'Europe d'athlétisme, l'Union européenne de radio-télévision a publié des directives pour lutter contre la sexualisation des athlètes. Étaient visés «les plans prolongés sur des corps, les prises de vues en contre-plongée qui dévoilent des angles intimes, ainsi que les ralentis excessifs qui ne servent aucun objectif technique ni narratif». La décision, motivée par des athlètes elles-mêmes, a été saluée notamment par la perchiste Marie-Julie Bonnin qui a déclaré: «Quand je fais du sport, je n'ai pas envie qu'on filme mes fesses d'en bas.»

Mais moins de trois mois plus tard: coup de théâtre. Une nouvelle polémique éclate autour de l'actrice américaine Sydney Sweeney. Dans une publicité pour des

paris en ligne, la vedette pose nue dans différents tableaux se cachant les parties intimes avec différents accessoires de sport tels que des ballons de football américain, de basket, une raquette de tennis et des protections de hockey.

Les réactions n'ont pas tardé à pleuvoir, de nombreuses sportives ont accusé cette publicité de réduire le corps des sportives à leur désirabilité et aux attitudes du regard masculin. Le tout dans un contexte où le sport féminin reste fréquemment décredibilisé. La multiple médaillée en sprint Amy Hunt a mis le feu aux poudres. Au micro de la BBC à l'Ultimate Championship de Budapest, la Britannique a interpellé l'actrice en lançant: «Sydney Sweeney, voilà à quoi ressemblent les femmes dans le sport: du travail acharné, de la transpiration, du muscle, du sang, des larmes.» Depuis, son allocution – qui était un hommage au numéro un du sprint mondial Melissa Jefferson-Wooden – a été reprise par de nombreuses sportives sur les réseaux so-

ciaux qui se montraient en action durant leur pratique. Ces publications ont comptabilisé parfois plusieurs millions de vues.

Comment caractériser cette période? Vivons-nous une transition entre avancées et *backlash*? «J'ai malheureusement l'impression que les améliorations sont minimes dans un monde de l'image qui demeure très masculin. Sexualiser les corps de femmes pour vendre est toujours monnaie courante», estime Kaziwa Raim-Rotzetter, spécialiste en discriminations multiples. «Nous nous souvenons tous de cette pub pour matelas dans laquelle une femme trônait sur un lit dans une position lascive. Les exemples sont trop nombreux pour être tous cités. Mais j'attends avec impatience le moment où les sportives elles-mêmes et de toutes origines remplaceront les mannequins dans les publicités qui les concernent et où elles pourront montrer qu'un corps de sportive a mille et une formes. Et cela sans des gros plans déplacés. Il est possible de faire des zooms sur la matière en évitant les zones érogées.» GB